

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

AXA BANQUE

Société anonyme au capital de 346 017 296 euros.
Siège social : 203-205, rue Carnot, 94138 Fontenay-sous-Bois Cedex.
542 016 993 R.C.S. Créteil.

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale Mixte du 27 mai 2025.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AXA Banque relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité des comptes remplissant les fonctions de comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels " du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit : Estimation des dépréciations sur les créances clients et des provisions pour risque de crédit

Risque identifié

Dans le cadre de ses activités de crédit à la clientèle, AXA Banque est exposée à un risque de perte potentielle dans le cas où le client ou la contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses engagements financiers. A ce titre, la banque comptabilise, d'une part, des dépréciations sur les créances douteuses déterminées sur base statistique ou à dire d'expert, en déduction des créances clientèle pour un montant de 58,7 millions d'euros au 31 décembre 2024 comme indiqué dans la note 2.1 « Créances sur la clientèle » de l'annexe aux comptes annuels et, d'autre part, des provisions pour risque de crédit sur les encours, les engagements de garantie et les engagements de financement sains au passif, pour un montant de 3,6 millions d'euros au 31 décembre 2024 comme mentionné dans la note 4 « Provisions pour risques et charges » de l'annexe aux comptes annuels.

Les principes comptables d'évaluation des dépréciations et des provisions pour risque de crédit sont présentés dans la note « Principes comptables » au paragraphe « Dépréciation des créances » de l'annexe aux comptes annuels.

Dans un environnement marqué par une incertitude importante liée au contexte macro-économique, nous avons considéré l'estimation des dépréciations sur les créances clients et des provisions pour risque de crédit comme un point clé de l'audit en raison de l'importance de ces postes dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par l'entité.

Notre réponse

Nos travaux ont consisté apprécier la conception et l'efficacité du dispositif mis en place par l'entité pour évaluer le montant des dépréciations et des provisions pour risque de crédit.

Nous avons en particulier :

- mené des entretiens avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de AXA Banque afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et contrôler leur correcte comptabilisation ;
- pris connaissance des contrôles que nous avons jugés clés mis en œuvre par AXA Banque relatifs à ces procédures.

Concernant les dépréciations et les provisions pour risque de crédit, nous avons :

- Avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, couvert les aspects suivants :
 - ✓ apprécié la pertinence des principes méthodologiques qui sous-tendent les modèles retenus pour le calcul des dépréciations sur les créances clients et des provisions pour risque de crédit ;
 - ✓ évalué le processus d'élaboration et détermination des principaux paramètres utilisés dans les modèles de dépréciation ;
 - ✓ analysé la gouvernance encadrant les modèles de dépréciation, des scénarios macro-économiques et des paramètres économiques projetés ainsi que du processus de revue indépendante ;
- contrôlé le correct déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et des provisions pour risque de crédit dans l'outil de provisionnement ;
- analysé l'évolution des expositions, dépréciations et des provisions pour risque de crédit par catégorie homogène de risque sur l'exercice 2024 ;
- vérifié l'exactitude arithmétique sur la base d'un échantillon de contreparties, du montant des dépréciations et des provisions pour risque de crédit.

Lorsque la provision a été déterminée sur base individuelle à dire d'expert, nous avons :

- apprécié, sur un échantillon de dossiers de crédit, la pertinence des hypothèses utilisées par l'entité pour la détermination des flux futurs estimés ;
- mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.

Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans la note « Principes comptables » de l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de Commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations de banques et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles ne rentrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Axa Banque par votre assemblée générale du 30 mai 2024 pour le cabinet KPMG S.A. et du 19 mai 2022 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la première année de sa mission et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la troisième année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité des comptes remplissant les fonctions de comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité des comptes remplissant les fonctions de comité d'audit

Nous remettons au comité des comptes remplissant les fonctions de comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité des comptes remplissant les fonctions de comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité des comptes remplissant les fonctions de comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité des comptes remplissant les fonctions de comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 13 mai 2025
Les Commissaires aux comptes
KPMG SA
Sophie MEDDOURI

ERNST & YOUNG Audit
Olivier DURAND

ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS

Bilan

En milliers d'euros			
Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisses, Banques centrales		711 559	883 196
Effets publics et valeurs assimilées	6.1	1 468 566	1 299 692
Créances sur les établissements de crédit	1.1	508 107	519 614
Opérations avec la clientèle	2.1	8 634 712	9 468 966
Obligations et autres titres à revenu fixe	6.2	962 357	1 298 372
Actions et autres titres à revenu variable	6.4	166	166
Participations et autres titres détenus à long terme	6.3	7 955	7 805
Parts dans les entreprises liées	6.3	130 542	131 166
Immobilisations incorporelles	7	2 005	3 117
Immobilisations corporelles	7	776	90
Autres actifs	8.1	24 770	37 087
Comptes de régularisation	9.1	213 951	356 913
Total		12 665 466	14 006 184
Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	1.2	3 366 809	4 059 090
Opérations avec la clientèle	2.2	4 092 697	4 240 307
Dettes représentées par un titre	6.5	4 481 990	4 815 286
Autres passifs	8.2	152 500	186 376
Comptes de régularisation	9.1	222 471	340 222
Provisions	4	5 861	7 344
Dettes subordonnées	10	78 561	98 580
Capitaux propres hors FRBG	11	264 577	258 979
Capital souscrit		346 017	246 017
Primes d'émission		434 106	434 106
Réserves		16 707	16 707
Provisions réglementées			0
Report à nouveau		-437 851	-348 855
Résultat de l'exercice		-94 402	-88 996
Total		12 665 466	14 006 184

Hors-bilan

En milliers d'euros				
	31/12/2024		31/12/2023	
	Total du poste	Entreprises liées	Total du poste	Entreprise liées
Engagements donnés	4 439 869	3 737 547	5 466 474	4 312 552
Engagements de financement	282 510		269 822	
en faveur des établissements de crédit	0		0	
en faveur de la clientèle	282 510		269 822	
Engagements de garantie	51 319		91 292	
d'ordre d'établissements de crédit	11 737		11 566	
d'ordre de la clientèle	39 582		79 726	
Engagements sur titres				
autres engagements donnés				
Autres engagements	4 106 040		5 105 360	
Engagements reçus	10 153 674		11 334 814	
Engagements de financement	368 492		604 118	
reçus des établissements de crédit	368 492		604 118	
Engagements de garantie	9 785 182		10 730 696	
reçus des établissements de crédit				
reçus de la Clientèle	9 785 182		10 730 696	
Engagements sur titres				
autres engagements reçus				
Autres engagements				

Compte de résultat

En milliers d'euros			
	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	13	832 433	769 460
Intérêts et charges assimilées	13	-733 581	-712 739
Revenus des titres à revenu variable	14	198	1 992
Commissions (produits)	15	48 792	58 657
Commissions (charges)	15	-49 078	-50 816
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	16	-17 580	-16 458
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	17	-2 462	14 684
Autres produits d'exploitation bancaire	18	6 915	7 360
Autres charges d'exploitation bancaire	18	-1 453	-6 135
Produit net bancaire		84 184	66 005
Charges générales d'exploitation	20	-132 809	-131 621
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-1 147	-1 650
Résultat brut d'exploitation		-49 772	-67 266
Coût du risque	22	-26 990	-18 355
Résultat d'exploitation		-76 762	-85 621
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-624	-2 415
Résultat courant avant impôt		-77 386	-88 036
Résultat exceptionnel	24	-17 114	-1 059
Impôt sur les bénéfices	25	98	99
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées			0
Résultat net		-94 402	-88 996

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS

PRINCIPES COMPTABLES

Présentation des comptes

Les comptes sociaux d'AXA Banque sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit et aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et conformément au règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ACN n° 2014-07 du 26 novembre 2014.

Eléments d'appréciation permettant la comparabilité

Les règlements et avis du Conseil National de la Comptabilité dont l'entrée en vigueur est intervenue au cours de l'exercice 2014 n'ont pas eu d'impact direct significatif sur les comptes et sur la comparabilité des états financiers.

Depuis 2010, AXA Banque a mis en œuvre le règlement CRC 2009-03 du 03/12/2009 abrogés par le règlement 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif à l'étalement des commissions reçues et versés et des coûts marginaux de transaction supportés à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un encours, selon la durée de vie effective du crédit et selon la méthode actuarielle.

On entend par « Coûts marginaux de transaction » des coûts qui n'auraient pas été encourus si l'établissement de crédit n'avait pas octroyé ou acquis l'encours de crédit. Ces coûts englobent notamment les rémunérations spécifiques versées aux employés agissant comme agent de vente, les honoraires et les commissions versées aux apporteurs d'affaires lorsque ceux-ci orientent un client vers l'établissement de crédit considéré pour souscrire un crédit et les frais de conseils.

La méthode actuarielle consiste à étaler les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction au taux d'intérêt effectif (TIE) sur la durée de vie effective du crédit.

Le TIE est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée effective de cet encours.

Principes généraux et méthodes d'évaluation comptables

Créances

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit ou assimilés, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre, les valeurs reçues en pension, quel que soit le support de l'opération, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée de s intérêts courus et non échus.

Les encours restructurés à des conditions hors marché sont identifiés au sein de l'encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Tout abandon de principal ou d'intérêt, échu ou couru, est constaté en perte au moment de la restructuration.

Tout écart d'intérêt futur, par référence aux conditions de marché au jour de la restructuration si ces dernières sont inférieures aux conditions initiales, et par référence aux conditions initiales dans le cas contraire, donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque, cette décote étant ensuite réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt.

Les crédits sont transférés en créances douteuses dès lors qu'ils présentent un risque de non-recouvrement et en tout état de cause, lorsqu'ils présentent des échéances impayées depuis plus de 3 mois (plus de 6 mois en matière immobilière).

Ces prêts font l'objet de dépréciations en intérêts et capital, après prise en compte des garanties reçues.

La classification en douteux d'une créance entraîne celle de l'ensemble des encours et engagements relatifs à ce débiteur dans cette même catégorie. Le principe de contagion vers le compte de dépôt n'est pas systématiquement appliqué en raison des problématiques liées aux moyens de paiement.

Les créances douteuses sont transférées en créances douteuses compromises dès lors que les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte est envisagé. La dégradation se traduit par la prononciation de la déchéance du terme ou lorsque la créance est douteuse depuis plus d'1 an. Les encours concernés sont sortis des actifs de la banque et alimentent un compte de perte. Le principe de contagion, qui peut s'appliquer aux créances déclassées en douteuses, ne s'applique pas aux créances douteuses compromises.

Lorsque toutes les voies de recours par voies amiables et/ou judiciaires ont été épuisées et confirment ainsi le caractère irrécouvrable d'une créance, cette dernière fait l'objet d'un enregistrement en perte.

Les intérêts courus sont enregistrés périodiquement sur les créances saines, y compris les créances restructurées et les créances douteuses non compromises. Les intérêts sur créances douteuses compromises ne sont enregistrés en compte de résultat qu'au moment de leur encaissement.

Les garanties reçues au titre de crédits accordés sont enregistrées et évaluées en comptabilité à la date d'enregistrement du contrat de crédit. Opérationnellement, la valorisation de ces garanties est suivie trimestriellement pour les principaux bénéficiaires, afin de surveiller le niveau de couverture, et également pour les crédits présentant un risque de non-recouvrement. La prise de garantie à l'octroi inclut une marge de prudence au titre de la volatilité potentielle de valeur des actifs financiers ou immobiliers sous-jacents AXA Banque fait usage de notations externes, combinées à d'autres critères quantitatifs et qualitatifs, pour définir les limites d'engagement sur ses opérations financières.

Les comptes des particuliers sont quant à eux segmentés à partir d'un score de comportement, après 6 mois de relation, qui ventile le portefeuille en 3 grands niveaux de risques (et 8 sous-catégories), en fonction du comportement financier du client (situation de débit, dépassement, domiciliation ou non de revenus réguliers) et de son équipement en produits de crédit et d'épargne. Une segmentation spécifique est attribuée aux comptes des nouveaux clients pendant les 6 premiers mois suivant leur entrée en relation compte, ainsi que pour les comptes des collaborateurs.

Cette affectation des niveaux de risque est revue mensuellement, avec des déclassements quotidiens si des incidents de fonctionnement sont détectés sur le compte.

La décision d'octroi fait intervenir différents schémas décisionnels en fonction des produits, du profil du client et du canal de souscription.

Sur le périmètre des clients intermédiés, l'application d'un score dit « de préqualification » permet, en amont de l'analyse du dossier, de segmenter, selon la connaissance assurance, la clientèle en quatre niveaux de risque (client pré-qualifié, client nouveau, prospect et client exclu). Cette connaissance assurance peut être complétée par la connaissance banque avec, entre autres critères, le comportement compte du client. Enfin, des scores spécifiques d'octroi prêt personnel, crédit renouvelable ou compte peuvent être appelés sur certaines typologies de clients (et notamment pour les prospects).

AXA Banque a adopté la méthode d'étalement sur la durée de vie moyenne des crédits (i.e. en intégrant dans la durée retenue les hypothèses de remboursements anticipés) des commissions perçues (frais de dossier) ou payées (commissions d'apport assises sur la production) lors de la mise en place des crédits. Cet étalement est réalisé sur la base du profil de perception des intérêts. Les commissions payées au titre de l'encours sont constatées en charge l'année de leur décaissement.

AXA Banque met en œuvre une règle de prescription sur les chèques émis par la banque et non encaissés par les créances qui conduit à solder par produit d'exploitation ces passifs non présentés.

Par ailleurs, AXA Banque est partenaire à hauteur de 73 % dans la SEP (gérée par sa filiale AXA Banque Financement) qui intervient dans la production et la gestion des activités de crédit à la consommation.

Dépréciation des créances

Les créances classées en « Prêts et créances » sont dépréciées en fonction de leur situation observée à la date d'arrêté, selon qu'elles sont considérées comme saines, sensibles ou en défaut. La banque applique des méthodes de dépréciation collective (statistique) ou, de manière plus exceptionnelle, à dire d'expert, conformément aux articles 2231-1 et 2231-4 du PCEC.

1. Créances douteuses : Ces créances, identifiées sur la base d'événements de dégradation significative (conformément à la définition du défaut utilisée par l'établissement), font l'objet d'une dépréciation collective sur la base de portefeuilles homogènes, en application de l'article 2231-4 du PCEC. Une dépréciation individuelle à dire d'expert peut être mise en œuvre, conformément à l'article 2231-1 du PCEC, lorsque les caractéristiques de la créance le justifient.

Les méthodes de calcul utilisées pour déterminer les dépréciations dépendent de la nature des produits :

- Comptes courants en situation de découvert :

- o Pour les comptes en défaut, la dépréciation dépend du stade de recouvrement observé à la clôture :

- Recouvrement amiable : la dépréciation est déterminée selon l'ancienneté, les performances historiques à l'amiable et un taux de perte anticipé en cas de basculement en contentieux.
- Recouvrement contentieux : la dépréciation est calculée à partir des taux de perte attendus, estimés via des chroniques d'encaissements générationnels appliquées aux montants confiés.
- Procédure de surendettement : la dépréciation tient compte de l'état de la procédure (moratoire, effacement, etc.) et des performances historiques estimées via des chroniques d'encaissements.

- Crédits patrimoniaux : certains crédits peuvent faire l'objet d'une dépréciation individuelle à dire d'expert, selon des critères spécifiques.

- Crédits immobiliers : toute situation d'impayé de plus de 180 jours, contentieux, surendettement, procédure collective ou refus du garant entraîne une dépréciation individuelle. Celle-ci est calculée en fonction de la perte potentielle, estimée comme la différence entre le capital restant dû et la valeur future du bien hypothéqué, après application d'une décote prudente.

Provision pour risque de crédit au passif :

Une provision est comptabilisée au passif du bilan pour couvrir le risque de crédit des encours sains afin d'aligner le niveau de provisionnement entre le référentiel comptable français et IFRS.

Titres

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire, qu'il soit fondé sur des taux fixes ou sur des taux variables), les actions et les autres titres à revenu variable.

Selon les dispositions du règlement de l'ANC n° 2014-07, les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Enfin, en ce qui concerne les titres de transaction, de placement, d'investissement, ainsi que de l'activité du portefeuille, les risques de défaillance avérés de contrepartie dont les impacts peuvent être isolés, font alors l'objet de dépréciations dont les mouvements sont inscrits en coût du risque.

- Titres de transaction

Les titres détenus dans le cadre d'une activité de négociation rapide, négociables sur un marché actif, sont comptabilisés sous la rubrique « Titres de transaction » pour leur valeur d'acquisition incluant les intérêts courus mais hors frais d'acquisition et évalués individuellement à leur prix de marché.

Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille.

- Titres de placement

Sont comptabilisés en titres de placement, les titres qui ne répondent ni à la catégorie de titre de transaction ni à celle de titre d'investissement.

Les effets publics, les obligations et les autres titres dits à revenu fixe sont évalués au prix d'acquisition, hors intérêts courus non échus enregistrés distinctement, à l'exclusion de tout frais.

Les intérêts courus sont comptabilisés en compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition sur le marché secondaire et le prix de remboursement des titres de placement à revenu fixe fait l'objet d'une imputation prorata temporis, au compte de résultat. L'amortissement de cette différence se fait en application de la méthode actuarielle, sur la durée de vie résiduelle du titre. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

A chaque arrêté comptable, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable, corrigée des amortissements et reprises de différence mentionnés à l'alinéa précédent, et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, prenant la forme d'achat ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les actions sont évaluées au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation. Celle-ci est généralement déterminée par référence au cours de Bourse pour les actions cotées et par référence à la quote-part d'actif net revenant à AXA Banque, calculée à partir des informations disponibles les plus récentes pour les actions non cotées.

Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les plus-values et moins-values de cession sont enregistrées sous la rubrique « Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilées » du compte de résultat, de même que les provisions pour dépréciation de titres dotées ou reprises.

- Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité.

- Titres d'investissement

Les titres dits à revenu fixe (notamment les obligations, les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et autres titres de créances négociables) sont comptabilisés en « Titres d'investissement » lorsqu'il existe l'intention de les conserver durablement, en principe jusqu'à leur échéance. Les obligations entrant dans cette catégorie font l'objet d'un financement adossé ou d'une couverture en taux d'intérêt sur leur durée de vie résiduelle.

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres d'investissement fait l'objet d'une imputation selon la méthode actuarielle, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultat. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Les intérêts afférents à ces titres sont comptabilisés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Une provision est constituée lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

- Autres titres détenus à long terme

Les « Autres titres détenus à long terme » sont des actions et valeurs assimilées qu'AXA Banque entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritère fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué, les cours de Bourse et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession, et les mouvements de dépréciation, sont enregistrées sous la rubrique « Gains nets sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

- Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles AXA Banque dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités d'AXA Banque.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritère fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué, les capitaux propres, les cours de Bourse et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession, et les mouvements de dépréciation, sont enregistrés sous la rubrique « Gains nets sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

- Opérations de pensions, prêts et emprunts de titres

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan d'AXA Banque dans le portefeuille titre dans la catégorie « Titre mis en pension ».

Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de « Dettes » appropriée.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan d'AXA Banque. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Titres reçus en pension livrée ».

Immobilisations

Les immeubles et le matériel figurent au bilan pour leur coût d'acquisition auquel s'ajoutent, le cas échéant, les frais accessoires de mise en œuvre.

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation, selon le mode linéaire ou dégressif (pour certains matériels informatiques).

Les logiciels, acquis ou créés, regroupés parmi les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement, selon le mode linéaire, sur la durée probable d'utilisation du logiciel.

Dans la phase de production, sont immobilisables les dépenses de conception et de programmation, les dépenses d'installation (livraison) et les dépenses de recettage (jeu d'essai). Dans la phase de mise à disposition, seules les dépenses liées aux améliorations (nouvelles fonctionnalités) pourront venir s'ajouter au cours de la vie du logiciel dans le montant des immobilisations.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues :

- Logiciels : de 1 à 5 ans,
- Immeubles : de 25 à 55 ans,
- Agencement, mobilier et matériel de bureau : de 4 à 10 ans,
- Matériel informatique : 4 ans.

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Dans l'affirmative, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en résultat.

Cette dépréciation est reprise en cas de modification de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de perte de valeur.

Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit, comptes d'épargne à régime spécial (dont Livret A) et autres dépôts pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

Les frais afférents à la souscription d'emprunts auprès d'établissements de crédit sont répartis linéairement sur la durée de vie de ces emprunts.

Contrats et prêts règlementés d'épargne logement

Les comptes épargne logement (CEL) et plans d'épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne réglementés par les pouvoirs publics. Ils associent une phase d'épargne et une phase de crédit, indissociables.

Ces produits comportent deux types d'engagements pour AXA Banque qui les commercialise :

- D'une part rémunérer l'épargne, pour une durée indéterminée, à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat par les pouvoirs publics pour les PEL ou à un taux indexé (revu chaque semestre en fonction d'une formule fixée par décret) pour les CEL
- D'autre part à prêter au client, s'il le demande, pour un montant fonction des droits acquis pendant la phase d'épargne, à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL.

Les engagements futurs d'AXA Banque relatifs à chaque génération (on entend par génération, une population de PEL qui bénéficient des mêmes conditions contractuelles en termes d'épargne comme de conditions de crédit ; et les CEL forment, pour leur ensemble, une unique génération) sont mesurés par actualisation des résultats potentiels futurs associés aux encours en risque de la génération considérée, sans compensation possible entre les générations.

Les encours en risque sont estimés sur la base d'une analyse des historiques des comportements clientèle (probabilité de recours au crédit pour la phase de crédit, probabilité de collecte d'épargne au-delà du minimum attendu sur un dépôt à terme pour la phase épargne).

Les résultats des périodes futures afférents à la phase épargne sont estimés par la différence entre le taux de remplacement et le taux fixe de rémunération de l'épargne sur l'encours en risque d'épargne de la période considérée. Les résultats des périodes futures afférents à la phase crédit sont estimés par la différence entre le taux du marché et le taux fixe de rémunération des crédits sur l'encours en risque de crédit de la période considérée.

La somme des résultats négatifs dégagés par les phases se cumulent pour obtenir le montant de la provision à constater au titre des engagements pris par AXA Banque au titre de ces produits d'épargne réglementée.

Cet engagement est réévalué de façon trimestrielle et les variations (dotations/reprises) sont enregistrées par le produit net d'intérêt.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Charges et produits exceptionnels

Ces postes comprennent les produits générés et les charges survenues de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante d'AXA Banque.

Provisions

AXA Banque constitue des provisions afin de couvrir des risques et des charges, non liées à des opérations bancaires, nettement précisés quant à leur objet et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément au règlement ANC n° 2014-03, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

Instruments financiers à terme de taux

Les engagements afférents à des instruments de taux d'intérêt à terme sont enregistrés au hors bilan pour leur valeur nominale et figurent comme tels en annexe.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisées à titre de couverture, affectés à l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts.

Impôts sur les sociétés

En France, le taux normal de l'impôt sur les bénéfices est de 25.00 % sur la totalité du résultat fiscal. Les plus-values à long terme (hors plus-values sur les sociétés à prépondérance immobilière) sont exonérées d'impôt sur les sociétés. Les plus et moins-values réalisées sur les titres en portefeuille sont soumises au régime d'imposition de droit commun, soit 25.00 %, excepté celles réalisées sur les titres de participation qui bénéficient du régime des plus-values à long terme.

La contribution sociale sur les bénéfices (CSB) constitue une contribution additionnelle à l'IS. Elle s'élève à 3,3 % de l'IS dont s'est acquitté la société.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

Depuis 1991, AXA Banque est membre du groupe fiscal constitué par AXA en France.

Engagements sociaux

AXA Banque est engagée vis-à-vis de son personnel, au titre de diverses conventions, au versement de primes de fin de carrière, de pensions dans le cadre de plans de retraites, ainsi que de gratifications pour ancienneté de service.

Il est procédé chaque année à l'estimation de ces engagements et les engagements non couverts par des contrats d'assurance sont provisionnés. La provision constituée est ajustée en fonction de l'évolution de la valeur actuelle nette des engagements.

A compter du 1^{er} janvier 2015, le droit individuel à la formation (DIF) a été remplacé par le Compte Personnel de formation (CPF).

Stock-options et assimilés

AXA Banque n'a pas mis en œuvre de plan de stock-options sur ses titres propres au bénéfice de ses salariés.

Participation des salariés et intéressement

Conformément à la réglementation française, AXA Banque enregistre le montant de la participation dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né. La dotation est inscrite sous la rubrique « Frais de personnel ».

AXA Banque adhère au régime de participation groupe instauré par le Groupe AXA en France depuis 1998.

Par ailleurs, afin de compléter ce dispositif, un accord d'intéressement propre à AXA Banque a été mis en place à cette même date et a fait l'objet de plusieurs négociations dont la plus récente date de 2018.

L'intéressement est enregistré par le compte de résultat de l'exercice de rattachement et figure également sous la rubrique « Frais de personnel ».

Opérations en devises

Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les profits et les pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrées dans le compte de résultat. Les devises sont enregistrées dans le compte de résultat.

Opérations de hors bilan

L'ensemble des engagements donnés et reçus par AXA Banque sont enregistrés au hors bilan conformément à la réglementation dès lors qu'ils peuvent être chiffrés précisément. Si des engagements ne peuvent être chiffrés, ils sont mentionnés dans l'annexe aux comptes ou dans le rapport de gestion. Ainsi les engagements de garantie accordés à des OPCVM du Groupe AXA sont notamment valorisés en retenant l'hypothèse du risque maximum.

AXA Banque dispose depuis 2006 d'une garantie reçue de CFP Management (ex-Compagnie Financière de Paris) sans limitation de montant ni de durée concernant l'issue d'un litige concernant la Banque de l'Union Occidentale (ex filiale de la Banque Worms) au droit de laquelle vient AXA Banque.

Cette garantie a été accordée à AXA Banque dans le cadre de la gestion en extinction des risques Banque Worms par CFP Management.

Faits marquants

Le 1^{er} octobre 2020, AXA Banque a conclu un partenariat stratégique avec Arkéa Banking Services (ABS), filiale du groupe Crédit Mutuel Arkéa, pour bénéficier de son expertise technique en lui confiant une partie des activités de gestion. Dans un marché bancaire en pleine révolution technologique, cette collaboration permettra à AXA Banque de disposer d'un système Informatique fiable et évolutif pour être encore plus réactive et innovante, tout en optimisant son efficacité opérationnelle et son coût de fonctionnement IT et back-office. La migration informatique a eu lieu le 31 décembre 2021.

La stratégie reste inchangée pour AXA Banque qui va poursuivre son développement en concentrant son activité commerciale sur les clients d'AXA France ainsi que sur tout nouveau client se multi-équipant en produits d'assurance.

Evènements postérieurs à la clôture

Néant

NOTE 1 | Opérations avec les établissements de crédit

NOTE 1.1 | Créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros

	31/12/2024			31/12/2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	45 246		45 246	26 222		26 222
Prêts, valeurs reçues en pension		457 398	457 398		488 832	488 832
<i>dont prêts subordonnés</i>		15 930	15 930		15 930	15 930
Créances rattachées		5 463	5 463		4 560	4 560
TOTAL	45 246	462 861	508 107	26 222	493 392	519 614

NOTE 1.2 | Dettes sur les établissements de crédit

En milliers d'euros

	31/12/2024			31/12/2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial						
Dettes rattachées sur comptes d'épargne						
Comptes ordinaires	95 380		95 380	92 360	-	92 360
Comptes à terme et emprunts		3 265 937	3 265 937		3 954 627	3 954 627
Titres donnés en pension livrée						
Dettes rattachées		5 492	5 492		12 103	12 103
TOTAL	95 380	3 271 429	3 366 809	92 360	3 966 730	4 059 090

NOTE 1.3 | Caisses et banques centrales

En milliers d'euros

	31/12/2024	31/12/2023
Caisse	461	425
Banques centrales	711 598	882 771
TOTAL	712 060	883 196

NOTE 2 | Opérations avec la clientèle

NOTE 2.1 | Créances sur la clientèle

	En milliers d'euros	
	31/12/2024	31/12/2023
Créances commerciales		
Créances rattachées		
Prêts et crédits	8 160 766	8 979 307
Créances rattachées	34 217	36 385
Comptes ordinaires	26 935	30 369
Créances rattachées	243	240
Créances douteuses	452 266	504 271
Créances rattachées	19 017	27 567
Dépréciations	-58 732	-109 173
TOTAL	8 634 712	9 468 966

Dans le cadre de ses activités de crédits patrimoniaux, le groupe AXA Banque est confronté à des difficultés de mise en œuvre de ses garanties dans le cadre d'un prêt en situation de déchéance du terme depuis plusieurs années, représentant une créance comptable de 19 M€ environ, du fait de saisies pénales conservatoires sur ces garanties. Malgré l'existence d'un potentiel risque de non-appréhension des garanties par AXA Banque, aucun provisionnement n'a été comptabilisé sur ce dossier considérant comme probable l'exercice des garanties au terme des procédures judiciaires. Dès lors qu'aucune décision n'est devenue définitive en 2022, que les garanties d'AXA Banque sont conservées et que sa qualité de tiers de bonne foi n'est pas remise en cause, la Banque considère que ses droits sont protégés et qu'il n'y a pas lieu de provisionner ce dossier en 2023.

NOTE 2.2 | Dettes sur la clientèle

	31/12/2024			31/12/2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial	1 789 479	105 406	1 894 885	1 936 505	119 852	2 056 357
Dettes rattachées sur compte d'épargne	15 401	2 293	17 694	12 704	2 547	15 251
Comptes ordinaires	1 527 022		1 527 022	1 534 659		1 534 659
Comptes à terme et emprunts		649 771	649 771		626 249	626 249
Titres et valeurs donnés en pension						
Dettes rattachées		3 325	3 325		7 791	7 791
TOTAL	3 331 902	760 795	4 092 697	3 483 868	756 439	4 240 307

NOTE 3 | Opérations avec les entreprises liées

NOTE 3.1 | Bilan

	31/12/2024			31/12/2023		
	Total du poste	Entreprises liées	%	Total du poste	Entreprises liées	%
ACTIF						
Créances sur établissements de crédit	508 107	446 517	88 %	519 614	469 974	90 %
Créances clientèles	8 634 712	0	0 %	9 468 966	0	0 %
Titres à revenu fixe	962 357	500 953	52 %	1 298 372	1 001 705	77 %
Autres actifs	24 770	0	0 %	37 087	17	0 %
Comptes de régularisation	213 951	3 794	2 %	356 913	3 788	1 %
PASSIF						
Dettes sur établissement de crédit	3 366 809	3 255 257	97 %	4 059 090	3 756 737	93 %
Opérations avec la clientèle	4 092 697		0 %	4 240 307		0 %
Dettes représentées par un titre	4 481 990			4 815 286		
Autres passifs	152 500	0	0 %	186 376	0	0 %
Comptes de régularisation	222 471	0	0 %	340 222	9 291	3 %

Les opérations réalisées avec les entreprises liées considérées comme significatives sont mentionnées, et ce uniquement à ce titre (aucune opération opérée avec des entités liées définie dans le règlement 99-02 n'existe, les opérations étant réalisées à des conditions normales de marché).

NOTE 3.2 | Hors Bilan

	En milliers d'euros			
	31/12/2024		31/12/2023	
	Total du poste	Entreprises liées	Total du poste	Entreprises liées
Engagements donnés	4 439 869	3 737 547	5 466 474	4 312 552
Engagements de financement	282 510		269 822	
en faveur des établissements de crédit				
en faveur de la clientèle	282 510		269 822	
Engagements de garantie	51 319	3 737 547	91 292	
d'ordre d'établissements de crédit	11 737	3 737 547	11 566	
d'ordre de la clientèle	39 582		79 726	
Engagements sur titres				
autres engagements donnés				
Autres engagements	4 106 040		5 105 360	
Engagements reçus	10 153 674		11 334 814	
Engagements de financement	368 492		604 118	
reçus des établissements de crédit	368 492		604 118	
Engagements de garantie	9 785 182		10 730 696	
reçus des établissements de crédit				
reçus de la Clientèle	9 785 182		10 730 696	
Engagements sur titres				
autres engagements reçus				
Autres engagements				

NOTE 4 | Provisions pour risques et charges

	En milliers d'euros			
	31/12/2023	Dotations	Reprises non utilisées	31/12/2024
Risques sur la clientèle	5 009	1 651	-3 014	3 646
Risques pour litiges (hors litiges avec la clientèle)	223	185	-124	284
Risques opérationnels	995	14	-493	516
Provisions pour engagements sociaux	1 117	298	0	1 415
TOTAL	7 344	2 148	-3 631	5 861

NOTE 5 | Comptes et plan d'épargne logement

	En milliers d'euros			
	Plan d'épargne logement		Compte d'épargne logement	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
ENCOURS COLLECTES	105 601	120 097	21 148	19 613
De 0 à 4 ans	16 883	13 943		
De 4 à 10 ans	19 661	21 457		
Plus de 10 ans	69 057	84 697		

	En milliers d'euros			
	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
PROVISION PEL	818		549	1 367
De 0 à 4 ans	283		227	510
De 4 à 10 ans	187		61	248
Plus de 10 ans	348		261	609
PROVISION CEL	133		80	213
TOTAL	951	0	629	1 580

NOTE 6 | Titres**NOTE 6.1 | Effets publics et valeurs assimilées**

En milliers d'euros						
	31/12/2024			31/12/2023		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Titres détenus (valeur brute)	1 393 316	76 231	1 469 547	1 279 524	26 157	1 305 681
Créances rattachées	7 292	488	7 780	5 978	189	6 167
TOTAL BRUT	1 400 608	76 719	1 477 327	1 285 502	26 346	1 311 848
Dépréciations	-8 761		-8 761	-12 156		-12 156
TOTAL NET	1 391 847	76 719	1 468 566	1 273 346	26 346	1 299 692

NOTE 6.2 | Obligations et autres titres à revenu fixe

En milliers d'euros						
	31/12/2024			31/12/2023		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Titres détenus (valeur brute)	403 063	553 281	956 344	159 540	1 138 972	1 298 512
Créances rattachées	6 804	1 169	7 973	527	2 115	2 642
TOTAL BRUT	409 867	554 450	964 317	160 067	1 141 087	1 301 154
Dépréciations	-1 960		-1 960	-2 782	0	-2 782
TOTAL NET	407 907	554 450	962 357	157 285	1 141 087	1 298 372

NOTE 6.3 | Participations, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

En milliers d'euros				
	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Participations				
Valeur brute	45		0	45
Dépréciations				
Valeur nette	45		0	45
Autres titres détenus à long terme				
Valeur brute	7 760	150		7 910
Dépréciations				
Valeur nette	7 760	150		7 910
Entreprises liées				
Valeur brute	134 167			134 167
Dépréciations	-3 001	-624		-3 625
Valeur nette	131 166	-624		130 542

NOTE 6.4 | Actions et autres titres à revenu variable

En milliers d'euros		
	31/12/2024	31/12/2023
Titres détenus	166	166
Créances rattachées		
Dépréciations sur titres		
TOTAL NET	166	166
Résultat latent du portefeuille titres		
Plus values latentes		
Moins values latentes dépréciées à hauteur de non comptabilisées en résultat		

NOTE 6.5 | Dettes représentées par un titre

	31/12/2024			31/12/2023		
	Principal	Dettes rattachées	Total	Principal	Dettes rattachées	Total
Titres du marché interbancaire						
Titres de créances négociables	3 690 700	30 377	3 721 077	3 957 450	28 878	3 986 328
Emprunts obligataires		760 913	760 913		828 958	828 958
TOTAL	3 690 700	791 290	4 481 990	3 957 450	857 836	4 815 286

NOTE 7 | Immobilisations

	En milliers d'euros			
	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Montant brut	5 025	721	-366	5 380
Amortissements	-4 935	-35	366	-4 604
MONTANT NET	90	686	0	776
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Montant brut	10 428	80	-80	10 428
Amortissements	-7 311	-1 112	0	-8 423
MONTANT NET	3 117	-1 032	-80	2 005

NOTE 8 | Autres actifs – autres passifs

NOTE 8.1 | Autres actifs

	En milliers d'euros	
	31/12/2024	31/12/2023
Etat	3 567	1 398
Prime épargne-logement	498	529
Primes versées sur instruments conditionnels achetés	453	2
Dépôts de garantie versés	12 812	29 577
Opérations sur titres		
Créances clients	2 769	735
CLIENTS	1 386	721
CLIENTS GRP	1 383	14
Autres débiteurs divers	4 671	4 846
Créances rattachées		
Capital souscrit non versé		
TOTAL	24 770	37 087

NOTE 8.2 | Autres passifs

	En milliers d'euros	
	31/12/2024	31/12/2023
Primes reçues sur instruments conditionnels vendus	-562	
Dépôts de garantie reçus sur instruments financiers	129 743	171 612
Etat	5 079	4 585
Dettes fournisseurs	9 711	455
Rémunérations dues au personnel		
Charges sociales	475	3 090
Versements sur titres restant à effectuer		
Opérations sur titres	7 028	4 864
Divers	1 026	1 770
TOTAL	152 500	186 376

NOTE 9 | Comptes de régularisation**NOTE 9.1 | Actif**

En milliers d'euros		
	31/12/2024	31/12/2023
Valeurs à l'encaissement	4 270	5 068
Comptes d'ajustement	0	0
Primes émission TCN et emprunts obligataires	55 924	60 491
Charges constatées d'avance	3 215	8 760
Produits à recevoir	143 691	273 293
Comptes de régularisation divers	6 851	9 301
Impôts différés actif		
TOTAL	213 951	356 913

NOTE 9.1 | Passif

En milliers d'euros		
	31/12/2024	31/12/2023
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	40 317	20 888
Produits constatés d'avance		
Charges à payer	173 192	308 015
Comptes de régularisation divers	8 962	11 319
TOTAL	222 471	340 222

NOTE 10 | Dettes subordonnées

En milliers d'euros						
	Devise	Taux	Remboursement		Nominal	31/12/2023
			Echéance	Modalités		
Durée indéterminée - AXA France VIE	EUR	Euribor 3m + 1 %	Perpétuel	Sur l'accord de l'ACPR	42 000	42 000
Durée indéterminée - AXA France VIE				Sur l'accord de l'ACPR	6 500	6 500
Sous-total durée indéterminée					48 500	48 500
Durée déterminée - AXA France IARD	EUR	Euribor 3m + 1 %	27/06/2018		30 000	30 000
Durée déterminée - AXA France VIE	EUR	Euribor 3m + 1 %	27/03/2019		20 000	20 000
Sous-total durée déterminée					50 000	50 000
Dettes rattachées					80	80
TOTAL					98 580	98 580

NOTE 11 | Capital

En milliers d'euros				
	31/12/2023	Affectation résultat exercice précédent	Autres variations de l'exercice	31/12/2024
CAPITAL	246 017		100 000	346 017
PRIME D'EMISSION	434 106			434 106
TOTAL RESERVES	16 707			16 707
<i>Réserve légale</i>	1 395			1 395
<i>Reserves facultatives</i>	15 312			15 312
PROVISIONS REGLEMENTEES	0			
REPORT A NOUVEAU	-348 855	-88 996		-437 851
Résultat	-88 996	88 996	-94 402	-94 402
Dividendes		0		
TOTAL	258 979	0	5 598	264 577

NOTE 12 | Instruments financiers à terme

NOTE 12.1 | Engagements en montants notionnels

En milliers d'euros

	31/12/2024			31/12/2023		
	Opérations de couverture	Autres opérations	Total	Opérations de couverture	Autres opérations	Total
Opérations fermes	22 659 220		22 659 220	24 907 520		24 907 520
Sur marchés de gré à gré	22 659 220		22 659 220	24 907 520	0	24 907 520
Swaps de taux d'intérêt micro-couverture	303 700		303 700	338 950		338 950
Swaps de taux d'intérêt macro-couverture	22 355 520		22 355 520	24 568 570		24 568 570
Opérations conditionnelles	84 500		84 500	950 000		950 000
Contrats de taux plancher/plafond	84 500		84 500	950 000		950 000
Achetés	84 500		84 500	950 000		950 000
Vendus						
TOTAL	22 743 720		22 743 720	25 857 520	0	25 857 520

NOTE 12.2 | Echéancier

En milliers d'euros

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Sur marchés de gré à gré	1 041 550	3 375 200	8 034 650	12 451 400
Swaps de taux d'intérêt micro-couverture	5 000	455 550	183 250	643 800
Swaps de taux d'intérêt macro-couverture	1 036 550	2 919 650	7 851 400	11 807 600
Contrats de taux plancher/plafond		1 630 000	365 000	1 995 000
Achetés		1 630 000	365 000	1 995 000
Vendus				
TOTAL	1 041 550	5 005 200	8 399 650	14 446 400

NOTE 13 | Ventilation des intérêts

En milliers d'euros

	31/12/2024		31/12/2023	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit	-27 898	55 342	-28 329	47 714
Dettes subordonnées	-3 264		-4 912	
Opérations avec la clientèle	-305 324	495 576	-274 711	460 609
Obligations et autres titres à revenu fixe	-386 779	280 358	-380 184	257 394
Autres opérations	-10 316	1 157	-24 602	3 743
TOTAL	-733 581	832 433	-712 738	769 460

NOTE 14 | Ventilation des titres à revenu variable

En milliers d'euros

	31/12/2024	31/12/2023
Titres de placement		
Participations et activités de portefeuille	43	37
Parts dans les entreprises liées	155	1 955
TOTAL	198	1 992

NOTE 15 | Ventilation des commissions

	En milliers d'euros			
	31/12/2024		31/12/2023	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit	-535		-236	498
Opérations avec la clientèle	-12 680	1 985	-12 005	7 621
Opérations sur titres	-2 744		-2 662	0
Opérations de change		2	0	2
Prestations de services financiers	-33 119	46 805	-35 913	50 536
TOTAL	-49 078	48 792	-50 816	58 657

NOTE 16 | Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation

	En milliers d'euros	
	31/12/2024	31/12/2023
Opérations sur titres de transactions		
Opérations de change	1	18
Opérations sur instruments financiers	-17 581	-16 476
De taux d'intérêt	-4 592	-4 592
De cours de change		
Divers	-12 989	-11 884
TOTAL	-17 580	-16 458

NOTE 17 | Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de placement et assimilés

	En milliers d'euros	
	31/12/2024	31/12/2023
Opérations sur titres de placement		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession	-6 678	-8 491
Dotations aux dépréciations	-23 650	-13 561
Reprises des dépréciations	27 866	36 736
TOTAL	-2 462	14 684

NOTE 18 | Autres charges et produits d'exploitation bancaire

	En milliers d'euros					
	31/12/2024			31/12/2023		
	Charges	Produits	Net	Charges	Produits	Net
Quote-part des partenaires sur opérations bancaires faites en commun		6 281	6 281		5 708	5 708
Produits rétrocédés & Charges refacturées						
Cotisation au fonds de garantie des déposants						
Autres charges et produits	-1 453	634	-819	-6 135	1 652	-4 483
TOTAL	-1 453	6 915	5 462	-6 135	7 360	1 225

NOTE 19 | Mécénat

	En milliers d'euros	
	31/12/2024	31/12/2023
Dépense de mécénat	61	50
TOTAL	61	50

NOTE 20 | Charges générales d'exploitation

		En milliers d'euros	
		31/12/2024	31/12/2023
Frais de personnel		-59 548	-59 145
Salaires et traitements		-33 438	-34 454
Charges sociales		-17 814	-15 937
<i>dont charges de retraite</i>		-6 301	-6 199
Intéressement et participation		-2 965	-2 582
Impôts et taxes afférentes		-5 331	-6 172
Autres frais administratifs		-73 261	-72 476
Impôts et taxes		-790	-6 499
Services extérieurs		-75 864	-67 751
Charges refacturées		3 393	1 775
TOTAL		-132 809	-131 621

NOTE 21 | Effectif

	31/12/2024	31/12/2023
Effectifs moyen équivalent temps plein		
Non cadres	240	344
Cadres	348	242
TOTAL	588	586

NOTE 22 | Coût du risque

		En milliers d'euros	
		31/12/2024	31/12/2023
CREANCES	Dotations	-14 352	-48 276
	Reprises	57 814	30 161
	<i>Reprises utilisées</i>	51 850	25 365
	<i>Reprises devenues disponibles</i>	5 964	4 796
	Récupération sur créances amorties	86 375	709
RISQUE HORS-BILAN	Dotations	-449	-489
	Reprises	699	3 024
	<i>Reprises utilisées</i>		
CREANCES IRRECOUVRABLES	<i>Reprises devenues disponibles</i>	699	3 024
	Couvertes	-48 939	-576
	Non couvertes	-108 138	-2 908
TOTAL		-26 990	-18 355

NOTE 23 | Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Néant)**NOTE 24 | Résultat exceptionnel**

		En milliers d'euros	
		31/12/2024	31/12/2023
Charges exceptionnelles		-17 190	-1 118
Produits exceptionnels		76	59
TOTAL		-17 114	-1 059

NOTE 25 | Impôts

		En milliers d'euros	
		31/12/2024	31/12/2023
Impôts sur exercices antérieurs		98	99
Impôts de l'exercice			0
Impôts différés sur exercices antérieurs			0
Impôts différés			0
Total		98	99

NOTE 26 | Honoraires de commissaires aux comptes

En milliers d'euros	KPMG	PWC	EY	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Audit				
Commissariat aux comptes, certification (1)	120	115	145	71
Services autres que la certification des comptes	0	60	0	0
Total	120	175	145	71
1) dont 25 K€ correspondant aux travaux de documentation (procédures) du nouvel outil informatique Quantum				

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l’audit des comptes consolidés de la société Axa Banque relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu’adopté dans l’Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l’exercice, de l’ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport comité des comptes remplissant les fonctions du comité d’audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés " du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes consolidés de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit - Estimation des dépréciations et des provisions sur engagements hors bilan sur les prêts et créances sur la clientèle

Risque identifié

Dans le cadre de ses activités de crédit à la clientèle, le groupe AXA Banque est exposé à un risque de perte potentielle dans le cas où le client ou la contrepartie est dans l’incapacité de faire face à ses engagements financiers. A ce titre, le groupe comptabilise, d’une part, des dépréciations, en déduction de l’actif, pour un montant de 87,0 millions d’euros au 31 décembre 2024 comme indiqué dans la note 4.2 « Prêts et créances sur la clientèle » de l’annexe aux comptes consolidés et, d’autre part, des provisions sur engagements hors bilan, au passif, pour un montant de 6,2 millions d’euros au 31 décembre 2024 comme mentionné dans la note 14 « Provisions pour risques et charges » de l’annexe aux comptes consolidés.

Les principes comptables d'évaluation des dépréciations et des provisions sur engagements hors bilan sont présentés dans la note « Principes comptables » au paragraphe « 11. Dépréciation des actifs financiers » de l'annexe aux comptes consolidés.

Dans un environnement marqué par une incertitude importante liée au contexte macro-économique, nous avons considéré l'estimation des dépréciations et des provisions sur engagements hors bilan sur les prêts et créances sur la clientèle comme un point clé de l'audit en raison de l'importance de ce poste dans le bilan et de sa sensibilité aux hypothèses retenues par le groupe.

Notre réponse

Nos travaux ont consisté à apprécier la conception et l'efficacité du dispositif mis en place par le groupe pour évaluer le montant des dépréciations et des provisions sur engagements hors bilan.

Nous avons en particulier :

- mené des entretiens avec les personnes en charge du suivi des risques au sein du groupe AXA Banque afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et ces provisions sur engagements hors bilan et contrôler leur correcte comptabilisation ;
- pris connaissance des contrôles que nous avons jugés clés mis en œuvre par le groupe AXA Banque relatifs à ces procédures.

Concernant les dépréciations et les provisions sur engagements hors bilan, nous avons :

- Avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, couvert les aspects suivants :
 - ✓ apprécié la pertinence des principes méthodologiques qui sous-tendent les modèles retenus pour le calcul des dépréciations et des provisions sur engagements hors bilan sur les prêts et créances sur la clientèle ;
 - ✓ évalué le processus d'élaboration et de détermination des principaux paramètres utilisés dans les modèles de dépréciation ;
 - ✓ analysé la gouvernance encadrant les modèles de dépréciation, des scénarios macro-économiques et des paramètres économiques projetés ainsi que du processus de revue indépendante ;
- contrôlé le correct déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et des provisions sur engagements hors bilan dans l'outil de provisionnement ;
- analysé l'évolution des expositions, des dépréciations et des provisions sur engagements hors bilan par catégorie homogène de risque sur l'exercice 2024 ;
- vérifié l'exactitude arithmétique, sur la base d'un échantillon de contreparties, du montant des dépréciations et des provisions sur engagements hors bilan.

Lorsque la provision a été déterminée sur base individuelle à dire d'expert, nous avons :

- apprécié, sur un échantillon de dossiers de crédit, la pertinence des hypothèses utilisées par le groupe pour la détermination des flux futurs estimés ;
- mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.

Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans la note « Principes comptables » de l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Axa Banque par votre assemblée générale du 30 mai 2024 pour le cabinet KPMG S.A. et du 19 mai 2022 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la première année de sa mission et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la troisième année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité des comptes remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité des comptes remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons au comité des comptes remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport comité des comptes remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité des comptes remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité des comptes remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 13 mai 2025
Les Commissaires aux comptes
KPMG SA
Sophie MEDDOURI

ERNST & YOUNG Audit
Olivier DURAND

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Bilan – Actif

Actif (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, Banques centrales	1	712 060	883 196
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2	590 629	663 379
Instruments dérivés de couverture	16	513 717	703 564
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3	1 173 291	771 337
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	4	772 605	735 047
Prêts et créances sur la clientèle et assimilés au coût amorti	4	9 174 397	10 031 166
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4	-270 124	-409 554
Actifs d'impôts courants et différés	10	53 156	52 355
Comptes de régularisation et actifs divers	11	214 961	367 811
Participations dans les entreprises mises en équivalence		0	0
Immobilisations corporelles	13	4 220	5 024
Immobilisations incorporelles	13	2 005	3 117
Total de l'actif		12 940 917	13 806 441

Bilan – Passif

Passif (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	2	526 870	637 040
Instruments dérivés de couverture	16	475 802	562 340
Dettes envers les établissements de crédit	6	23 811	217 241
Dettes envers la clientèle	6	4 804 060	4 929 203
Dettes représentées par un titre	7	6 478 839	6 728 446
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts au taux	6	-435 636	-540 790
Passifs d'impôts courants et différés	10	80 307	86 715
Comptes de régularisation et passifs divers	12	379 132	532 497
Provisions pour risques et charges	14	6 521	8 168
Subventions	15	0	0
Dettes subordonnées	8	78 561	98 580
Total dettes		12 418 268	13 259 440
Capitaux propres			
Résultat de l'exercice, part du groupe		-113 171	-70 763
Capital et réserves		613 888	595 481
- Réserves		34 540	44 786
Sous-total part du groupe		500 717	524 719
Dont gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		9 631	20 462
Total part du groupe		500 717	524 719
Réserves et résultat des minoritaires		21 931	22 282
Total intérêts minoritaires		21 931	22 282
Total capitaux propres consolidés		522 649	547 001
Total du Passif		12 940 917	13 806 441

Compte de résultat

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	17	861 512	766 350
Intérêts et charges assimilées	17	-739 295	-704 635
Commissions - produits	18	44 489	54 260
Commissions - charges	18	-45 881	-47 540
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur p	19	-46 529	36 941
Gains ou pertes nets sur actifs financiers évalués à la juste valeur	20	-6 679	-8 490
Produits des autres activités	22	659	1 658
Charges des autres activités	22	-2 616	-7 193
PRODUIT NET BANCAIRE		65 662	91 352
Charges générales d'exploitation	23	-130 633	-127 233
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	24	-2 935	-4 824
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		-67 907	-40 704
Coût du risque de crédit	25	-47 517	-24 826
RESULTAT D'EXPLOITATION		-115 423	-65 530
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés		-15	0
RESULTAT AVANT IMPOT		-115 438	-65 530
Impôt sur les bénéfices	26	1 916	-5 456
RESULTAT NET		-113 522	-70 986
Intérêts minoritaires		350	223
RESULTAT NET PART GROUPE		-113 171	-70 763

Etat du résultat net et des variations d'actifs et de passifs comptabilisés directement en capitaux propres

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net	-113 522	-70 986
Eléments qui seront recyclables ultérieurement en résultat net (*)	-11 406	672
Réévaluation des actifs financiers HTCS	-15 378	906
Impôts sur les bénéfices	3 972	-234
Eléments qui ne seront pas recyclables ultérieurement en résultat net	575	-95
Ecart actuariels sur régimes à prestations définies	776	-128
Impôts sur les bénéfices	-200	33
Autres éléments du résultat global après impôt	-10 830	577
RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL	-124 352	-70 409
Part du Groupe	-124 002	-70 186
Part des intérêts minoritaires	-350	-223

Tableau de variation des capitaux propres

(En milliers d'euros)	Part du Groupe						Intérêts minoritaires			Total des capitaux propres consolidés
	Capital (1)	Primes et réserves consolidées liées au capital (2)	Capital et réserves consolidées (1) + (2)	Gains et pertes latentes comptabilisées en capitaux propres (3)	Résultat net part du groupe (4)	Total part du groupe (1)+(2)+(3)+(4)	Réserves et résultat de la période	Gains/pertes latents ou différés	Total intérêts minoritaires	
Capitaux propres au 31 décembre 2023	246 017	329 003	575 020	20 462	-70 763	524 719	22 766	-485	22 282	547 001
Variation de capital et Primes d'émission	100 000	0	100 000			100 000				100 000
Autres variations										
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				-10 830		-10 830				-10 830
Dividendes										
Affectation du résultat N-1		-70 763	-70 763		70 763					
Résultat de la période					-113 171	-113 171	-350		-350	
Capitaux propres au 31 décembre 2024	346 017	258 240	604 257	9 631	-113 171	500 717	22 416	-485	21 931	522 649

(En milliers d'euros)	Part du Groupe						Intérêts minoritaires			Total des capitaux propres consolidés
	Capital (1)	Primes et réserves consolidées liées au capital (2)	Capital et réserves consolidées (1) + (2)	Gains et pertes latentes comptabilisées en capitaux propres (3)	Résultat net part du groupe (4)	Total part du groupe (1)+(2)+(3)+(4)	Réserves et résultat de la période	Gains/pertes latents ou différés	Total intérêts minoritaires	
Capitaux propres au 31 décembre 2022	146 017	275 406	421 423	19 885	52 359	493 666	24 106	360	24 465	518 131
Variation de capital et Primes d'émission	100 000	1 239	101 239			101 239		-844	-844	100 394
Autres variations										
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				577		577	-67		-67	510
Dividendes							-1 049		-1 049	-1 049
Affectation du résultat N-1		52 359	52 359		-52 359					
Résultat de la période					-70 763	-70 763	-223		-223	-70 986
Capitaux propres au 31 décembre 2023	246 017	329 003	575 020	20 462	-70 763	524 719	22 766	-485	22 282	547 001

Tableau de flux de trésorerie

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT AVANT IMPOTS	-115 438	-65 530
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles et provisions	0	4 824
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	-9 046	-11 279
Résultat net des activités d'investissement	44 682	-37 431
Résultat net des activités de financement	10 580	35 341
Autres mouvements	0	0
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	46 216	-8 546
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	28 836	18 353
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-2 119 303	-2 186 766
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 868 358	1 467 022
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	54 522	26 524
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0	
Impôts versés	-777	70
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-168 364	-674 797
TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)	-237 586	-748 873
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-356	-1 369
Flux liés aux dettes et créances collatérales relatives aux opérations de prêts de titres et assimilés	-8 750	0
TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	-9 106	-1 369
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	102 652	97 003
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-25 236	0
TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)	77 416	97 003
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE (D)	0	0
AUGMENTATION / (DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A+B+C+D)	-169 276	-653 239
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	959 611	1 612 848
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (*)	883 196	1 520 001
Solde net des comptes ordinaires, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (**)	76 415	92 847
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	790 335	959 611
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (*)	712 060	883 196
Solde net des comptes ordinaires, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (**)	78 275	76 415
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	-169 277	-653 239
<i>(*) Composé du solde net du poste "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus, tel que détaillé en note 1</i>		
<i>(**) Composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs sains" et "Comptes et prêts au jour le jour sains" tels que détaillés en note 4 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tel que détaillés</i>		

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

PRINCIPES COMPTABLES

1. Principes généraux de préparation des comptes consolidés

AXA BANQUE domiciliée au 203-205, rue Carnot à FONTENAY-SOUS-BOIS, est une Société Anonyme constituée en France. Les principales activités sont les études de toutes affaires financières industrielles et commerciales, toutes opérations de banque, de finance, de crédit, d'escompte, de dépôt et de commissions de courtage notamment de courtage d'assurance, toutes opérations de négociations et de placement de titres et en général tout ce qui dans l'acceptation la plus large peut être considéré comme rentrant dans les attributions des banques, des établissements de crédit ou des entreprises d'investissement.

En application du règlement européen CE n° 1126/2008 du 3 novembre 2018, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2024 et telles qu'adoptées par l'Union européenne."

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : EUR-Lex - 32008R1126 - EN - EUR-Lex (europa.eu)

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2024 ont été complétées par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique. Les dispositions applicables sur les exercices à venir et dont l'application n'a pas été anticipée, n'ont pas d'incidence significative sur ses comptes consolidés.

2. Nouvelle norme applicable au 1^{er} janvier 2024 : Amendements de la norme IAS1 « Amendements sur la classification des passifs » pour les exercices comptables à partir du 1^{er} janvier 2024

Les amendements à IAS 1 concernant la classification des passifs, publiés par l'IASB le 23 janvier 2020, ont été adoptés par le règlement (UE) n° 2023/2822 du 19 décembre 2023, publiés au JOUE le 20 décembre 2023. Ces modifications précisent comment une société doit classer, dans l'état de la situation financière, les dettes et autres passifs dont la date de règlement est incertaine. Selon ces modifications, ces dettes ou autres passifs doivent être classés soit comme passifs courants (devant être réglés ou susceptibles de devoir être réglés dans un délai d'un an) soit comme passifs non courants.

AXA Banque n'est pas impactée par ces mesures.

3. Nouvelle norme applicable au 1^{er} janvier 2024 : Amendement de la norme IFRS16 pour les exercices comptables à partir du 1^{er} janvier 2024

La norme IFRS 16 est une norme qui traite des contrats de location et de crédit-bail. Elle est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2019 pour remplacer la norme IAS 17. L'amendement de l'IFRS 16 pour 2024 apporte des clarifications essentielles sur le traitement comptable des transactions de cession-bail, notamment lorsqu'elles incluent des paiements variables.

AXA Banque n'est pas impactée par ces mesures.

4. Nouvelle norme applicable au 1^{er} janvier 2024 : Amendement de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » pour les exercices comptables

Les préconisations du Pilier II de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) portant sur la réforme de la fiscalité internationale, ont été adoptées par l'Union européenne en décembre 2022. La Directive 2022/2523 instaure une imposition minimale des groupes internationaux en matière d'impôt sur le résultat, applicable au 1^{er} janvier 2024.

Afin de clarifier les impacts éventuels de cette directive, l'IASB a émis le 23 mai 2023 une série d'amendements à la norme IAS 12 « Impôt sur le résultat », qui ont été adoptés par l'Union européenne le 8 novembre 2023.

AXA Banque n'est pas impactée par ces amendements.

5. IAS 7 et IFRS 7 – Nouveautés sur les accords de financement des fournisseurs, à partir du 1^{er} janvier 2024

Les amendements aux normes IAS 7 et IFRS 7, applicables dès 2024, introduisent de nouvelles exigences en matière de divulgation pour les accords de financement des fournisseurs, notamment pour les opérations d'affacturage inversé. Ces nouvelles règles obligent les entreprises à fournir des informations détaillées sur les délais de paiement, les montants concernés et les conditions spécifiques de ces accords.

AXA Banque n'est pas impactée par ces mesures.

6. Amendements IAS 21 applicables dès le 1^{er} janvier 2024

Les amendements de l'IAS 21, prévus pour 2025 mais applicables dès 2024, apportent des précisions sur le traitement des transactions en devises étrangères lorsque le taux de change spot n'est pas disponible.

De tels ajustements sont particulièrement pertinents pour les entreprises opérant dans des marchés avec des restrictions de change, où l'absence d'un taux de change spot peut compliquer l'évaluation des transactions.

AXA Banque n'est pas impactée par ces mesures.

7. Amendements IFRS 7 et IFRS 9, applicables au 1^{er} janvier 2026

En décembre 2024, de nouvelles modifications à IFRS 7 et IFRS 9 ont été publiées et s'appliquent à partir des exercices ouverts le 1^{er} janvier 2026. Elles concernent les contrats d'électricité produits à partir de sources naturelles et introduisent de nouvelles exigences de divulgation concernant les instruments financiers liés aux critères ESG (Environnement, Social et Gouvernance).

En plus de la classification et de l'évaluation traditionnelles des instruments financiers, les entreprises sont désormais tenues de divulguer des informations précises sur l'impact ESG de ces instruments.

AXA Banque ne sera pas significativement impactée par ces mesures.

8. Nouvelle norme IFRS 18, applicable au 1^{er} janvier 2027

En avril 2024, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié la nouvelle norme comptable IFRS 18, Présentation et informations à fournir dans les états financiers. Elle remplace la norme IAS 1 et s'applique aux exercices financiers ouverts à partir du 1^{er} janvier 2027. Son adoption dans l'UE est en cours de préparation par l'EFRAG et devrait se concrétiser avant l'entrée en vigueur de l'IFRS 18.

AXA Banque sera impactée par ces mesures.

9. Présentation des états financiers consolidés

La recommandation de l'Autorité des normes comptables (ANC n° 2022-01) du 8 avril 2022 s'applique aux comptes consolidés des établissements de crédit et des entreprises relevant de l'article L. 511-36 du Code monétaire et financier qui établissent soit par obligation conformément aux dispositions du règlement européen, soit sur option, des comptes consolidés selon les normes IFRS.

La norme IAS 1 demande l'établissement des états de synthèse suivants :

- Un état de situation financière à la fin de la période (bilan) ;
- Un état du résultat net et des autres éléments du résultat global de la période (incluant le résultat net et les gains et pertes présentés auparavant dans le seul tableau de variation des capitaux propres) ;
- Un état des variations des capitaux propres de la période ;
- Un tableau des flux de trésorerie de la période.

10. Dates de clôture et monnaie de présentation

L'ensemble des sociétés consolidées clôture leurs comptes au 31 décembre. L'Assemblée Générale aura lieu le 27 mai 2025.

La monnaie de présentation des comptes consolidés est l'euro et l'expression des montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire.

11. Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations et hypothèses qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Ces estimations utilisant les informations disponibles à la clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les principaux postes du bilan concernés sont :

- Les instruments financiers évalués à la juste valeur ;
- Les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- Les dépréciations des créances et des titres de dettes à la juste valeur par capitaux propres ;
- Les provisions ;
- Les actifs d'impôts différés.

Les principes ci-dessous précisent les modalités d'évaluation de ces postes. Ces dernières, ainsi que les hypothèses clefs le cas échéant, sont détaillées plus en avant, lorsque cela s'avère significatif et pertinent, dans les notes relatives aux postes d'actifs et de passifs concernés.

12. Principes de consolidation

Périmètre et méthodes de consolidation

Les sociétés au sein desquelles AXA Banque exerce un contrôle sont dénommées filiales. Selon la définition IFRS 10 en vigueur, le contrôle se caractérise si l'investisseur détient le pouvoir sur l'entité, est exposé ou à des droits sur les rendements variables du fait de son implication dans cette entité et a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur le montant de ces rendements.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à partir du moment où le contrôle, tel que défini par la norme IFRS 10, est exercé par AXA Banque.

Ce contrôle est présumé dès lors qu'AXA Banque détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont exerçables ou convertibles sont également pris en compte pour déterminer si AXA Banque contrôle une autre entité.

Au 31 décembre 2024, le périmètre de consolidation est composé de :

	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt	Méthode de consolidation
AXA Banque	Maison mère	Maison mère	Maison mère
AXA Banque Financement	65 %	65 %	Intégration Globale
AXA Home Loan SFH	100 %	100 %	Intégration Globale

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié.

13. Information sectorielle

AXA Banque ayant un portefeuille homogène d'activité de crédit à la consommation et de crédit immobilier ne déclare qu'un seul segment sectoriel dans les états financiers.

14. Gouvernance comptable des instruments financiers

14.1 Classements et évaluation des actifs et passifs financiers

Depuis le 1^{er} janvier 2018, les actifs et passifs financiers sont comptabilisés et présentés selon les dispositions de la norme IFRS 9 telles qu'adoptées par l'Union européenne dans leur version définitive au 22 novembre 2016. Ces nouvelles dispositions ont remplacé celles relatives à la norme IAS 39, dédiée à la comptabilisation et à l'évaluation des instruments financiers.

L'application de la norme IFRS 9 entraîne une modification du classement des actifs et passifs financiers conditionnée par les caractéristiques de paiement des flux financiers et le modèle de gestion de l'instrument.

Classement des instruments de dette

Les instruments de dettes sont classés lors de leur comptabilisation initiale dans trois catégories (coût amorti, juste valeur par résultat ou juste valeur par capitaux propres) qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur. Ce classement se fait en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces instruments de dettes et du modèle économique utilisé pour leur gestion.

Critère SPPI

Lors de la comptabilisation initiale d'un prêt ou d'une créance, la norme IFRS 9 prescrit que l'établissement applique à chaque instrument de dettes au sens d'IAS 32, un test d'identification des flux financiers (SPPI) :

- Si les flux de trésorerie contractuels représentent uniquement des « remboursements » de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû, le contrat est dit basique (flux SPPI : Seulement Paiement de Principal et d'Intérêts). L'actif sera soit évalué au coût amorti soit à la juste valeur par capitaux propres en fonction de son modèle de gestion.
- En revanche, si les flux de trésorerie ne représentent pas uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû, l'actif financier « non-basique » est obligatoirement désigné à la juste valeur par résultat, quel que soit le modèle de gestion de sa détention.

L'objectif de l'application de ce critère et de limiter l'utilisation du taux d'intérêt effectif pour la comptabilisation des revenus d'actifs financiers aux seuls instruments assimilables dans leurs caractéristiques à des prêts basiques dont les flux de trésorerie sont fortement prédictibles.

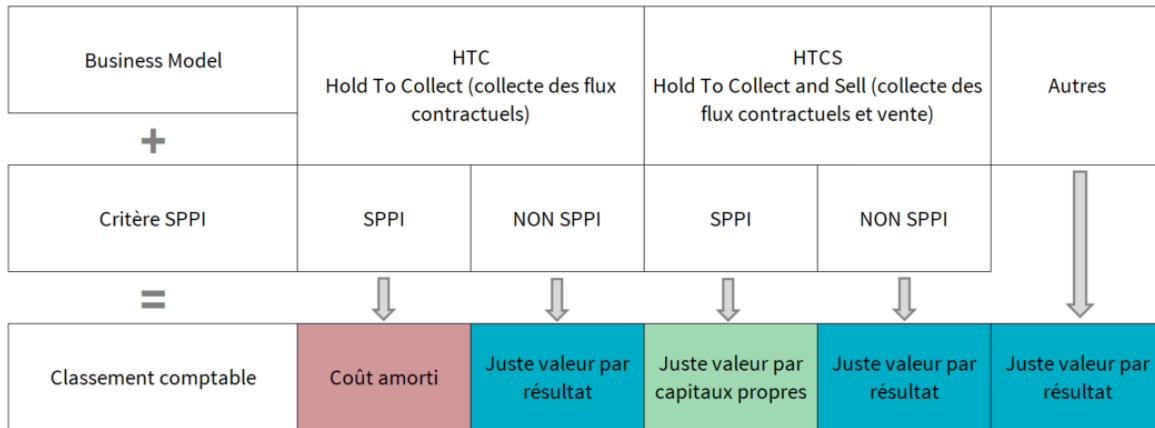
Modèle de gestion

Le modèle économique représente la manière dont une entité gère collectivement des groupes d'actifs financiers en vue d'atteindre un objectif économique donné et s'apprécie sur des informations pertinentes et des faits observables.

- Si le modèle de gestion du prêt ou de la créance implique la simple collecte de flux contractuels composés de paiements relatifs au principal et aux intérêts sur le principal (SPPI), alors cet actif est comptabilisé au coût amorti
- Si le modèle de gestion du prêt implique la collecte de flux contractuels composés de paiements relatifs au principal et aux intérêts sur le principal (SPPI) puis la revente de l'actif, alors cet actif est comptabilisé à la juste valeur par les capitaux propres (FVOCI).

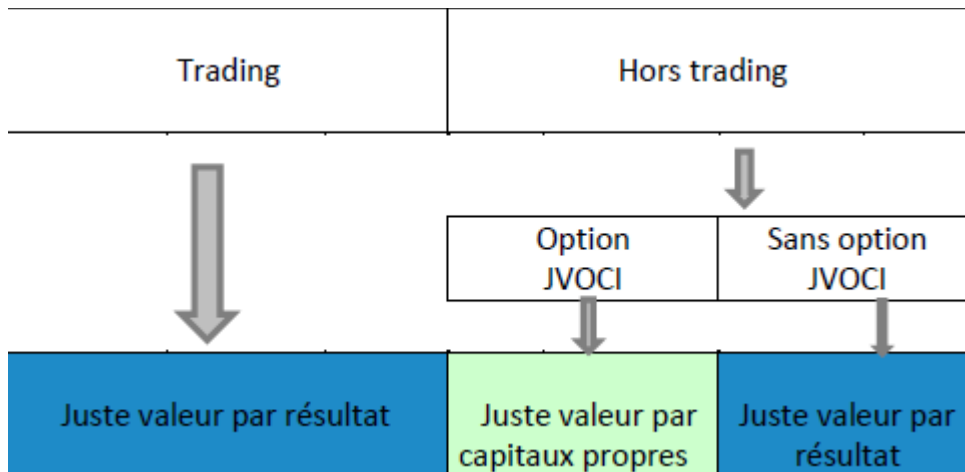
Les indications pertinentes suivantes permettent de déterminer le modèle de gestion dans lequel se situe un portefeuille d'instruments financiers :

- La façon dont la performance du modèle économique et des actifs financiers est évaluée et présentée aux principaux dirigeants de l'entité,
- Les risques (et leur gestion) ayant une incidence sur la performance du modèle économique, la façon dont les dirigeants sont rémunérés.



Classement des instruments de capitaux propres

Pour les instruments de capitaux propres, l'actif est par défaut évalué à la juste valeur par le résultat. Pour certaines actions non consolidées (non détenues à des fins de trading), cette valorisation ne semble pas appropriée car elle crée de la volatilité en résultat inadéquate en vue de l'objectif de gestion. Une option ouverte sur ces instruments permet de les évaluer à la juste valeur par les capitaux propres. A la suite de la prise de cette option, les dividendes restent reconnus en résultat et les plus ou moins-values latentes et réalisées sont enregistrées par les réserves en capitaux propres sans jamais plus ne passer en résultat (non recyclable). Le choix de l'option doit être effectué à la date de comptabilisation initiale. Ce choix est irrévocable et ne permet donc aucun reclassement de l'actif dans le futur.



Classement des dérivés

Les dérivés sont évalués à la juste valeur par le résultat.

Classement des passifs financiers

Un passif financier est un instrument financier assorti d'une obligation contractuelle :

- De remettre des liquidités ou un autre actif financier ; où
- D'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables.

La catégorie des passifs financiers englobe les dettes et emprunts émis par l'établissement ainsi que les dettes représentées par un titre enregistrées au passif de son bilan.

Selon IFRS 9, les passifs financiers sont par défaut comptabilisés au coût amorti sauf pour les passifs entrant dans la catégorie trading.

Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour la société émettrice de ces instruments de délivrer du numéraire ou un actif financier au détenteur des titres. Il en est de même dans les cas où la Société peut être contrainte à échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

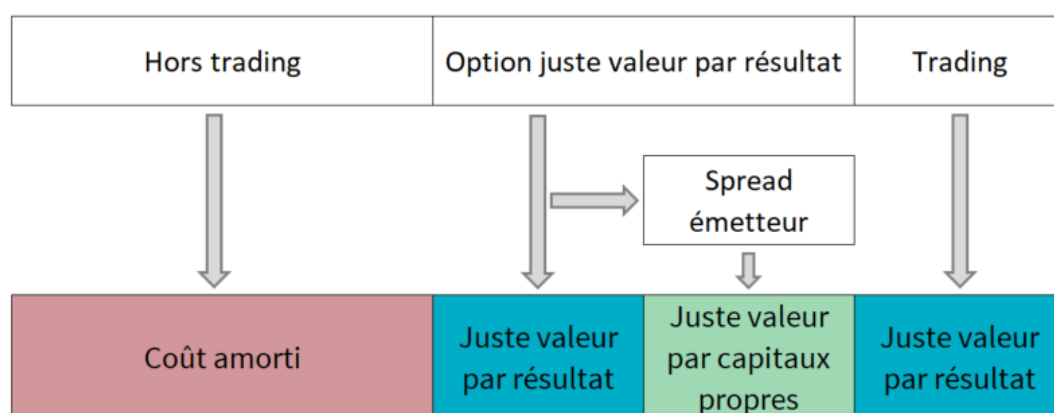
Les dettes émises représentées par un titre sont enregistrées à l'origine à leur juste valeur (minorée des coûts de transactions directement applicables à l'émission de ces passifs) puis sont évaluées à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif financier, l'entité peut retenir l'option d'évaluer cet instrument à la juste valeur par le résultat lorsque :

- L'instrument (dit hybride) contient un ou plusieurs dérivés incorporés,
- Cela conduit à une information plus pertinente du fait de l'élimination ou de la réduction significative d'une distorsion de traitement comptable (mismatch comptable),
- Le passif est géré avec d'autres instruments financiers qui sont évalués et gérés à la juste valeur conformément à une politique d'investissement ou de gestion des risques et que l'information est communiquée aux dirigeants au sens d'IAS 24.

Pour les passifs financiers comptabilisés selon l'option juste valeur par résultat, IFRS 9 impose cependant de comptabiliser séparément les variations de valeur de celles du risque de crédit propre à l'émetteur en juste valeur par les capitaux propres. En cas de décomptabilisation du passif financier, les montants comptabilisés en capitaux propres ne sont pas recyclés en résultat.

Il convient de noter que si l'entité retient l'option de comptabiliser un passif à la juste valeur par le résultat net, ce choix devient alors irrévocable pour l'entité. Dès lors que l'établissement désigne un passif financier comme devant être classé dans la catégorie Trading, il est d'emblée comptabilisé à la juste valeur par le résultat.



Reclassements d'actifs financiers

En matière de reclassement d'actifs financiers, la norme IFRS 9 vise à réduire les reclassements autrefois possibles sous la norme IAS 39.

Pour les instruments de dettes, la norme subordonne les reclassements au changement du modèle de gestion déterminé initialement. Malgré les possibilités de reclassement fortement limitées par la norme, IFRS 9 oblige l'entité à procéder aux reclassements suivants en cas de changement de modèle de gestion de l'actif :

o De la catégorie coût amorti :

- Vers la catégorie juste valeur par les capitaux propres, ou vers la catégorie juste valeur par résultat.

L'actif est alors enregistré à la juste valeur à la date de reclassement et le résultat issu des gains ou pertes cumulés est comptabilisé soit en capitaux propres si la catégorie de destination est celle de la juste valeur par les capitaux propres, soit en résultat si la catégorie de destination est celle de la juste valeur par le résultat.

o De la catégorie juste valeur par les capitaux propres :

- Vers la catégorie coût amorti, ou vers la catégorie juste valeur par résultat,

Dans le cas où l'actif est reclassé dans la catégorie du coût amorti, il est alors enregistré à la juste valeur en date de reclassement et le résultat issu des gains ou pertes cumulés est déclassé des capitaux propres et porté en ajustement de la juste valeur de l'actif. Dans le cas où la catégorie de destination est la juste valeur par le résultat, l'actif est également enregistré à la juste valeur en date de reclassement et le cumul des profits et pertes est déclassé des capitaux propres au résultat à titre d'ajustement de reclassement.

o De la catégorie juste valeur par le résultat :

- Vers la catégorie coût amorti, ou vers la catégorie juste valeur par les capitaux propres.

Dans le cas où l'actif est reclassé au coût amorti, la juste valeur à la date de reclassement devient la nouvelle valeur comptable brute de l'actif, le résultat issu des gains ou pertes cumulés venant en ajustement de la valeur de l'instrument. Dans le cas où la catégorie de destination est la juste valeur par les capitaux propres, l'actif reste comptabilisé à la juste valeur et les gains ou pertes de valeur cumulée seront par la suite comptabilisés en juste valeur par les capitaux propres.

14.2 Comptabilisation et évaluation des actifs financiers et passifs financiers

Actifs et passifs financiers au coût amorti

Chez AXA Banque, ce sont tous les contrats de prêts et créances qui ont été analysés comme répondant favorablement au critère SPPI (leurs flux contractuels sont représentatifs de contrats de prêts basiques) et appartenant au modèle de gestion de collecte des flux contractuels et qui sont donc classés dans la catégorie « coût amorti ».

La catégorie « prêts et créances au coût amorti » comprend les actifs financiers à revenus fixes ou variables non cotés sur un marché actif.

En IFRS 9, les prêts et créances au coût amorti sont comptabilisés initialement à leur valeur de marché qui est en règle générale le montant net décaissé à l'origine et qui comprend les coûts d'origination directement imputables à l'opération ainsi que certains produits perçus (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysés comme un ajustement du rendement effectif du prêt. L'entité doit, lors de la comptabilisation initiale, évaluer un actif financier à sa juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuable à l'actif financier.

Après leur comptabilisation initiale, ils sont évalués sur la base du taux d'intérêt effectif et leurs revenus courus ou acquis sont enregistrés en résultat dans la rubrique « Intérêts et produits assimilés ».

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur nette comptable du passif ou de l'actif financier.

L'application du TIE au coût amorti de l'instrument permet de déterminer le produit ou la charge à comptabiliser dans le compte de résultat pour la période. Les frais de transaction, ainsi que les décotes et primes de remboursement ou d'émission, sont également intégrés dans le TIE et ainsi reconnus en résultat de façon étalée sur la durée de vie de l'instrument.

Par ailleurs, les actifs financiers au coût amorti sont soumis au modèle IFRS 9 de dépréciation pour risque de crédit et il convient donc de comptabiliser les variations de pertes de crédit attendues en résultat dans la rubrique « coût du risque » en contrepartie d'une dépréciation du coût amorti à l'actif du bilan. La description du modèle de dépréciation IFRS pour risque de crédit est décrit dans la note 4.2 « Dépréciation des actifs financiers ».

En cas de remboursement anticipé, un client de l'établissement décide de rembourser tout ou partie du capital restant dû avant sa date d'échéance. Dans ce cadre, le client doit acquitter une indemnité à la banque destinée à indemniser l'établissement pour une partie des intérêts qui ne seront pas perçus suite à la fin accélérée du contrat de prêt. Dans le cadre d'IFRS 9, l'établissement s'assure que l'ensemble des clauses de remboursement anticipé remplissent les critères SPPI. En particulier, l'établissement s'assure que les indemnités de remboursement anticipé sont liées uniquement au principal et aux intérêts sur le principal (avec un « caractère raisonnable » de ces indemnités).

Opérations de TLTRO III

En 2020, AXA Banque a souscrit aux opérations TLTRO III (*Targeted Longer-Term Refinancing Operations*) à travers 2 tranches en mars et en juin pour un total de 1,9 Mds€ d'encours en date de clôture sur 3 ans. Par ailleurs, en 2021 AXA Banque a souscrit à une dernière opération de TLTRO (III.8) à hauteur de 0,2 Md€. €. Au 31 décembre 2024, AXA Banque ne dispose plus d'aucun financement face aux opérations de TLTRO III, suite au remboursement des 2 premières tranches courant 2023 pour 1,9 Mds€ ainsi qu'au remboursement du reliquat en juin 2024 pour 0,2 Md€.

Ces opérations ciblées de refinancement à long terme lancées par la Banque Centrale Européenne (BCE) ont pour objectif de maintenir des conditions de crédit favorables dans la zone euro. En fonction de la performance en matière d'octroi de crédits auprès des clients particuliers (hors prêts immobiliers) et d'entreprises (hors sociétés financières), les établissements peuvent bénéficier d'un taux d'intérêt réduit.

AXA Banque avait choisi par prudence de ne pas considérer comme certaine l'atteinte de l'objectif de stabilité du stock d'encours de prêts éligibles entre le 1^{er} octobre 2020 et le 31 décembre 2021. La confirmation de l'atteinte de cet objectif a permis de matérialiser dans ses comptes la bonification additionnelle (-0,5 % en réduction du taux moyen de la facilité de dépôt avec un taux plancher fixé à -1 %) sur la période allant du 24 juin 2021 au 23 juin 2022 au cours de l'exercice 2022.

Par ailleurs, la Banque Centrale Européenne a modifié les conditions de rémunérations du TLTRO lors de sa réunion de politique monétaire annoncée le 23 octobre 2022. Ces conditions de rémunérations ne seront en effet plus indexées sur la moyenne des taux directeurs sur la durée de vie des opérations mais sont indexées sur le taux directeur le coût de l'opération à partir du 23 novembre 2022.

AXA Banque avait comptabilisé cette opération conformément aux principes de la norme IFRS 9, les intérêts perçus étant enregistrés au cours de l'année 2021 en intérêts et produits assimilés selon un taux d'intérêt effectif (TIE) par période. Or ce changement de conditions de rémunérations a conduit AXA Banque à décomptabiliser l'opération car les impacts de ces modifications ont été jugés substantiels. Ainsi, la reprise de la bonification restant à étaler a été constatée dès l'exercice 2022.

Actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres

Chez AXA Banque, tous les titres de dette détenus à l'actif (donc hors instruments de capitaux propres) ont été analysés comme répondant favorablement au critère SPPI (leurs flux contractuels sont représentatifs de contrats de prêts basiques) et appartenant au modèle de gestion de collecte des flux contractuels et de revente et sont donc classés dans la catégorie « juste valeur par capitaux propres ».

Les revenus courus ou acquis de ces instruments de dettes sont enregistrés en résultat sur la base du taux d'intérêt effectif dans la rubrique « intérêts et produits assimilés ».

A chaque clôture, les titres sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur, hors revenus, sont inscrites en capitaux propres dans la rubrique « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Par ailleurs, les actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres sont soumis au modèle IFRS 9 de dépréciation pour risque de crédit et il convient donc de comptabiliser les variations de pertes de crédit attendues en résultat dans la rubrique « coût du risque » en contrepartie de la rubrique « Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres. La description du modèle de dépréciation pour risque de crédit est présentée dans la note 4.2 « Dépréciation des actifs financiers ».

Actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat

A l'actif d'AXA Banque, les instruments de capitaux propres ont été classés par défaut à la juste valeur par résultat selon les principes de la norme IFRS 9 (pas d'option pour la juste valeur par capitaux propres).

La juste valeur de ces actifs est présentée au bilan dans la rubrique « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » et les variations de leur juste valeur sont enregistrées (hors intérêts ou dividendes) en résultat dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les passifs financiers sont évalués au coût amorti. En revanche, pour simplifier leur traitement comptable en évitant l'enregistrement séparé des dérivés incorporés, AXA Banque a choisi d'évaluer les BMTN structurés à la juste valeur par résultat sur option.

Titrisation

AXA Banque a procédé à la cession de crédits non performants à un FCT (Fonds commun de titrisation) dont Axa Banque détient 10 %.

15. Dépréciation des actifs financiers

Contexte

Publiée en juillet 2014 par l'IASB (International Accounting Standards Board), la norme IFRS 9 « Instruments financiers » remplace la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation des instruments financiers ». Adoptée par l'Union européenne en novembre 2016, elle est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2018.

La norme IFRS 9 définit de nouveaux principes en termes de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture générale (hors macro-couverture).

Risque de crédit et provisionnement

Le risque de crédit se définit comme la perte potentielle de la banque due à l'incapacité d'une contrepartie à honorer ses engagements.

Les principes de provisionnement IAS appliqués au sein d'AXA Banque reposaient sur une comptabilisation des pertes basée sur la constatation objective d'un risque de défaut d'une contrepartie. Le provisionnement s'effectuait alors sur une base individuelle pour les créances douteuses et collective sur des populations homogènes de risque pour lesquelles des indices de dégradation du risque ont été identifiées.

La norme IFRS 9 définit un modèle de provisionnement s'appliquant à tous les actifs dès leur origination. Elle est basée sur la comptabilisation des pertes attendues au lieu des pertes avérées comme précédemment en IAS 39. Les actifs sont segmentés en 3 classes nommées « stage » en fonction de leur risque en date de comptabilisation :

- Le stage 3 regroupe les actifs en défaut à la date de comptabilisation. La provision correspond à la perte attendue sur la durée de vie de l'actif.
- Le stage 2 regroupe les actifs sains pour lesquels une détérioration significative du risque est observée, les actifs en situation d'impayé depuis plus de 30 jours ainsi que les créances restructurées en période de forbearance. La provision est calculée sur la durée de vie de l'actif.
- Le stage 1 regroupe les actifs sains pour lesquels aucune indication de détérioration du risque n'est notée. La provision correspond à la perte estimée à horizon 12 mois.

Les actifs en stage 3 sont reclassés en stage 1 ou 2 à la sortie du défaut en fonction de l'évaluation de la qualité de leur risque de crédit.

L'acquisition de créances ne fait pas partie du business plan d'Axa Banque.

Les pertes attendues sont estimées via l'ECL (Expected Credit Losses) qui intègre des paramètres de probabilité de défaut (PD), de perte en cas de défaut (LGD) et d'exposition au défaut (EAD).

La norme IFRS 9 préconise un calcul des provisions prenant en compte les conditions économiques actuelles (Point In Time) et intégrant l'impact de l'évolution future de l'environnement macroéconomique (Forward Looking).

Au sein d'AXA Banque, les différents paramètres entrant dans le calcul de la perte attendue sont estimés grâce à des dispositifs internes complétés par une expertise métier. Ces dispositifs sont suivis et revus annuellement afin de garantir leur performance et stabilité.

Périmètre d'application

Le modèle de dépréciation IFRS 9 s'applique sur l'ensemble des engagements bilan et hors bilan des emplois à la clientèle à la date de comptabilisation. Les éléments relevant du risque opérationnel sont provisionnés à survenance de l'évènement (fraude à l'entrée en relation, incapacité de réaliser les garanties).

Les actifs en fin de gestion pour lesquels il existe des perspectives de recouvrement, suite à retour en meilleure fortune notamment, sont maintenus au bilan avec un niveau de provisionnement adéquat. Ces actifs pourront éventuellement faire l'objet de cession de créances.

A l'inverse, les actifs en fin de gestion pour lesquels les perspectives de recouvrement sont nulles sont passés en perte et sortent du bilan.

Conformément à la gouvernance établie, le dispositif de provisionnement a fait l'objet d'un suivi annuel, avec une revue indépendante de la seconde ligne de défense et des conclusions jugées satisfaisantes. Les faiblesses identifiées lors du backtesting ont été traitées lors du recalibrage annuel.

Définition du défaut

La définition du défaut IFRS 9 au sein d'AXA Banque est alignée sur la définition cible du défaut publiée par l'EBA en 2017. Elle est appliquée **au niveau du débiteur**, défini par l'ensemble des personnes rattachées à un contrat. Un débiteur seul est composé d'une seule personne et un débiteur joint est composé de plusieurs personnes. L'exposition est identifiée comme saine ou en défaut en fonction du statut du défaut du débiteur qui lui est rattaché.

L'entrée et la sortie du défaut s'effectuent à partir de critères automatiques restitués quotidiennement. Des saisies manuelles peuvent compléter ces critères automatiques.

Les motifs déclenchant l'entrée en défaut sont :

- Le dépassement conjoint des seuils de matérialité absolus (100 euros) et relatifs (1 % de l'encours) de plus de 90 jours consécutifs. L'évaluation est effective sur l'ensemble des expositions du débiteur, de dépassement correspondant à la dernière échéance non reçue pour les crédits à la consommation, les crédits immobiliers et patrimoniaux et au dépassement d'autorisation pour les comptes de dépôt
- L'acte de restructuration. Dans le cas de créances restructurées revenues en sain, un impayé de plus de 30 jours depuis la dernière échéance reçue.
- La recevabilité d'un dossier de surendettement auprès de la Banque de France
- Les dossiers de Surendettement en moratoire Banque de France
- Les dossiers en procédure de rétablissement personnel ou en faillite personnelle
- Les procédures de sauvegarde, redressements et liquidation judiciaires
- La mise en place de procédures contentieuses
- L'appel à la garantie ou à la caution
- La fraude avérée

L'entrée en défaut peut également s'effectuer via des critères qualitatifs complémentaires à ceux décrits ci-dessus.

La contagion s'effectue automatiquement aux membres d'un même foyer (à l'exclusion des enfants mineurs), d'un même groupe entrepreneurial individuel ou d'un même SIREN. La contagion s'applique automatiquement d'un débiteur joint à l'ensemble des débiteurs seuls qui le composent. La réciproque n'est pas systématique. Une période probatoire de 3 mois avant la sortie du défaut est appliquée dans le cas général. Pour les cas de restructurations et de mise en place d'un plan de surendettement, cette période s'étend respectivement à 12 mois et 24 mois.

Contrats restructurés

Comme pour le défaut, l'identification de l'entrée et de la sortie d'une restructuration s'effectuent à partir de critères automatiques implémentés quotidiennement. Des saisies manuelles peuvent compléter ces critères automatiques.

Les critères d'identification automatiques des restructurations (Forbearance) sont les suivants :

- Pour les prêts détenus par des tiers en défaut
 - Le 1^{er} déblocage d'un prêt octroyé à un client en défaut
 - Le prêt bénéficiant d'un allongement de durée de plus d'1 mois pour un client en défaut le jour de l'allongement
 - Le prêt bénéficiant d'une baisse de taux pour un client en défaut le jour de la renégociation
 - Le prêt bénéficiant d'un abandon partiel de créance pour un client en défaut le jour de l'abandon

■ Pour les prêts détenus par des tiers sains

- Le 1^{er} déblocage de prêt à un client sain pour rembourser au moins un de ses prêts et dont au moins un des prêts/Dépôts à Vue présente un impayé/dépassement supérieur à 30 jours dans les 3 mois précédant le déblocage
- Le prêt bénéficiant d'un allongement de durée strictement supérieur à 3 mois, avec un arriéré de paiement supérieur à 30 jours dans les 3 mois précédant la modification
- La baisse de taux sur un crédit restructuré
- L'abandon partiel de créance sur un crédit restructuré

■ Pour les découverts

- Le découvert octroyé à des tiers en défaut
- Le découvert octroyé à des tiers sains pour régulariser le retard d'un prêt amortissable et si présence d'un impayé/irrégulier de plus de 30 jours sur les 3 derniers mois et d'un impayé sur prêt

Au sein d'AXA Banque, la période probatoire du défaut est fixée à 12 mois pour les contrats restructurés. A l'issue de cette période, si aucun impayé n'a été observé, l'actif sort du défaut et reste considéré comme étant en forbearance pendant une période additionnelle de 24 mois. La levée du statut restructuré ne s'effectue que si aucun impayé n'est survenu à l'issue des 3 ans de période de forbearance.

L'actif sain restructuré est soumis aux mêmes règles d'augmentation significative du risque que les actifs sains non restructurés.

Dégradation significative du risque

Un actif est considéré comme étant dégradé à la date de comptabilisation si :

- Le contrat est en impayé ou en dépassement d'autorisation de plus de 30 jours.
- Le contrat est dit restructuré, soit en Forbearance.
- Une détérioration significative de son risque de crédit (DSR) depuis la date de comptabilisation initiale est observée.

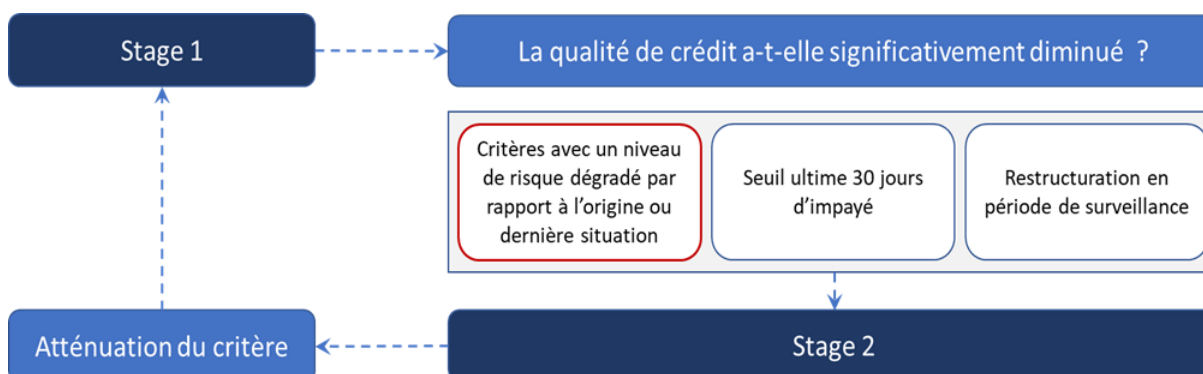
L'actif est alors classé en stage 2 avec une estimation du risque à terme c'est-à-dire sur la durée de vie de l'actif.

La DSR est évaluée au sein d'AXA Banque par un dispositif de notation débiteur en confrontant la probabilité de défaut à maturité en date d'arrêt avec la probabilité de défaut à maturité à date d'octroi, soit en date de comptabilisation initiale. Celle-ci diffère en fonction du type de produit. Elle correspond à la date anniversaire du contrat pour le compte de dépôt, à la date de la dernière étude de solvabilité triennale pour les crédits renouvelables et à la date de financement pour les prêts à la clientèle.

La probabilité de défaut à maturité du débiteur est estimée à l'aide de modèles statistiques et experts. Ces modèles permettent d'affecter à chaque débiteur une cotation reflétant son risque de crédit. L'échelle de notation ainsi définie permet de classer les débiteurs (hors ceux en défaut) en 3 catégories : les débiteurs avec un niveau de risque faible, moyen ou élevé. Une fois les débiteurs classés, un niveau de risque est affecté aux contrats afin de mettre en place la dégradation significative du risque. Les niveaux de dégradation sont évalués sur base de comparaison relative de PD « Point In Time » à maturité entre l'octroi et la date d'observation.

Suivant les trois niveaux de risque, les seuils de variations relative de PD sont définis afin de déterminer les contrats en stage 1 ou en stage 2.

La connaissance de difficultés identifiées dans le cadre du suivi du portefeuille sain peut conduire à classer manuellement des actifs en stage 2 en complément du critère statistique.



Pertes de crédit attendues ou Expected Credit Losses (ECL)

L'ECL correspond à la perte attendue pondérée et actualisée en principal et en intérêt.

Le calcul de l'ECL au sein d'AXA Banque s'appuie sur des modèles internes permettant l'estimation de la probabilité de défaut, de la perte en cas de défaut et de l'exposition au défaut. Le département Risque de Crédit est responsable de la définition du cadre méthodologique ainsi que de la supervision du dispositif de provisionnement.

Probabilité de défaut

L'estimation de la probabilité de défaut s'appuie sur des modèles de notation internes basée sur une approche Point in Time (c'est à dire prenant en compte les conditions économiques actuelles). Les données utilisées sont essentiellement basées sur la connaissance client : données sociodémographiques, équipement et comportement des clients, incidents de paiement éventuels, épargne, caractéristiques des produits détenus chez AXA Banque en date d'arrêt ainsi que sur un historique optimum.

Exposition au défaut

Sur les crédits amortissables et in-fine, AXA Banque estime le niveau d'exposition à terme par pas trimestriel entre la date d'observation et la maturité résiduelle suivant l'écoulement des encours tels que modélisé, dont hypothèses de remboursement par anticipation et rachat externe.

La méthodologie diffère sur les produits à autorisation (compte et crédit renouvelable), compte tenu de la maturité effective réduite et de l'exposition sur le hors bilan liée aux tirages additionnels. Des modèles statistiques permettent d'estimer l'exposition en défaut à 12 mois sur le compte et à 36 mois sur le crédit renouvelable selon le statut de la créance (comptes créditeurs, lignes débitrices dans l'autorisation ou en dépassement d'autorisation/facilité de caisse).

Perte en cas défaut

L'estimation de la perte en cas de défaut est déduite des perspectives de recouvrement de la créance et la qualité de la garantie.

Pour les actifs sans garantie (compte de dépôt et crédits à la consommation principalement), les perspectives de recouvrement correspondent à l'encaissement attendu sur la durée de vie résiduelle du contrat. Dans le cas d'un recouvrement interne, la projection de l'encaissement à la date de maturité du contrat s'effectue via la méthode actuarielle Chain Ladder. Toutes les hypothèses permettant son application sont vérifiées. Dans le cas d'une cession de créances, la perte est définie en fonction du produit de cession contractuel ou anticipé.

Pour les actifs avec garantie (crédit immobilier et patrimonial), la perte en cas de défaut correspond à l'encours résiduel après activation des garanties. Les garanties concernent principalement des cautions (personnelle ou d'un organisme financier), des suretés réelles (hypothèque conventionnelle ou privilège de prêteur de deniers) ainsi que des suretés financières (contrats d'Assurance Vie AXA pour la plupart). Ce taux est supposé nul pour l'évaluation de la perte en cas de défaut pour les prêts garantis par des cautions ou des suretés financières certaines, la perte ne survenant qu'en cas d'impossibilité d'activer la garantie. En ce qui concerne les suretés réelles non totalement garanties en capital, la perte en cas de défaut correspond à l'encours résiduel après déduction du produit futur de la vente du collatéral ; celui-ci étant estimé à partir de la valorisation du sous-jacent et des perspectives de recouvrement (retour en sain, vente amiable ou judiciaire, décotes et cession de créances).

Données prospectives ou Forward Looking

La norme IFRS 9 requiert l'utilisation de données prospectives (Forward Looking - FWL) lors de l'estimation de la perte attendue afin d'intégrer l'impact de l'évolution favorable ou défavorable de l'environnement macroéconomique sur le niveau de provisionnement.

Des modèles Forward Looking, de type séries temporelles ont été implémentés sur les périmètres pour lesquels une sensibilité aux facteurs macroéconomiques a été démontrée. Les informations utilisées proviennent des prévisions économiques collectées auprès d'organismes nationaux et internationaux.

2 scénarios sont retenus : scénario central et adverse avec des pondérations revues annuellement et déterminés à dire d'expert. Les projections FWL sont effectuées sur un horizon de 3 ans avec une convergence vers le scénario central à l'issue des 3 ans.

Le Forward Looking est estimé statistiquement sur base des projections macro-économiques, en s'appuyant principalement sur les projections trimestrielles de la Banque de France et des stress tests biannuels de l'EBA. La mise à jour de ces scénarios a été publiée par la Banque de France en juin 2023 et par l'EBA en janvier 2023, et intégrée dans la détermination de l'ajustement des modèles Forward Looking pour décembre 2023.

Les pondérations avaient également fait l'objet d'un ajustement expert, afin de tenir compte du « niveau d'incertitude nettement supérieur à celui entourant les prévisions en temps normal » exprimé par la banque de France. Ces pondérations ont été mises à jour en 2023 en accord avec les prévisions de la Banque de France, avec la pondération adverse égale à 30 % et la pondération centrale égale à 70 %.

La sensibilité des provisions aux variations des pondérations des différents scénarios reste modérée.

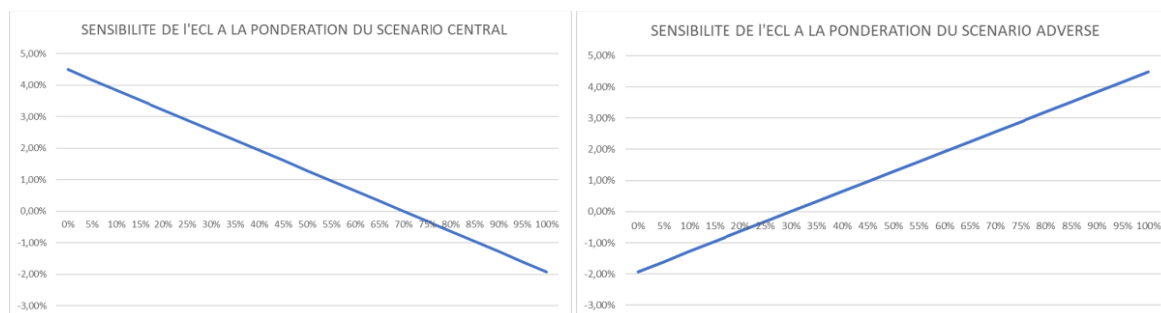


Figure 3 : Sensibilité des provisions aux pondérations des scénarios

L'impact des modèles FWL sur le montant des provisions est globalement marginal (2 % sur le scénario central et 4,5 % sur le scénario adverse), le portefeuille d'AXA Banque s'avérant résilient aux variations des conditions macroéconomiques du fait d'un mécanisme d'adossement quasiment systématique et de marges de prudence à l'octroi.

Gouvernance

Le provisionnement des emplois à la clientèle est effectué à fréquence mensuelle à partir d'une évaluation Statistique pour l'ensemble du périmètre d'activité d'AXA Banque (Compte de dépôt, Crédit à la consommation – immobilier et patrimonial). En parallèle, un provisionnement individuel « à dire d'expert » peut être décidé en comités, sur certains périmètres d'activité uniquement, et en cas de divergence entre l'analyse effectuée en comité d'une part et l'évaluation Statistique d'autre part.

Le Département Risque de Crédit d'AXA Banque a la responsabilité du provisionnement Statistique en i) définissant les principes méthodologiques, ii) en réalisant le calcul mensuel, iii) en effectuant les exercices annuels de suivi et de recalibrage, iv) en procédant à l'implémentation dans le moteur de calcul et v) en réalisant les contrôles de niveau 1. La première liste de défense (Département Risque de crédit) présente à chaque comité risque de crédit :

- Le suivi du Coût du Risque de Crédit, à fréquence trimestrielle
- Les évolutions méthodologiques (dont recalibrage et backtesting) apportées au dispositif pour validation, à fréquence annuelle, avec des points de passages identifiés au T2 (backtesting) et au T4 (recalibrages)
- Le document méthodologique décrivant la gouvernance de suivi du dispositif, les indicateurs retenus et les seuils déclenchants, pour validation à fréquence annuelle

Le dispositif de contrôle de niveau 2 ainsi que le processus de revue indépendante des modèles sont assurés par une seconde ligne de défense. Elle effectue présente à chaque comité risque de crédit :

- Le plan de contrôle de niveau 1 et de niveau 2, ainsi que les cotations, à fréquence trimestrielle
- Le point d'avancement et les plans d'actions de la première ligne de défense sur les préconisations de la seconde ligne de défense et les recommandations émises (audit interne, Commissaires Aux Comptes ou autres), à fréquence trimestrielle

Parallèlement au dispositif de contrôle, un suivi du dispositif, réalisé à fréquence annuelle, permet de vérifier la pertinence du dispositif de provisionnement au portefeuille AXA Banque avec le cas échéant, le déclenchement d'alertes et la mise en place de mesures correctrices.

Evolution des provisions et dépréciations IFRS 9 sur l'année 2024

Les tableaux suivants présentent l'évolution des dépréciations sur actifs et des provisions sur engagement hors-bilan par stage et au global.

Les différents stades de dépréciations (Stage 1 = actifs sains, Stage 2 = actifs dégradés, Stage 3 = actifs dépréciés) sont explicités dans la note « Dégradation significative du risque ».

Au global**Bilan**

	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Dépréciation sur actif au 01/01/2024	5,46 M€	5,93 M€	123,99 M€	135,38 M€
1/ Nouveaux (création ou acquisition) actifs financiers	1,53 M€	1,08 M€	0,92 M€	3,53 M€
2/ Actifs financiers décomptabilisés durant la période	-0,47 M€	-0,71 M€	-67,75 M€	-68,93 M€
- dont write-off	-0,01 M€	-0,05 M€	-64,90 M€	-64,96 M€
3/ Passage en stage 3 pour motif de restructuration	-0,02 M€	-0,12 M€	3,17 M€	3,04 M€
4/ Recalibrages et modification des modèles de notation ou de la méthodologie de calibrage	-0,31 M€	-0,26 M€	-2,42 M€	-2,98 M€
5/ Transferts entre stages	-0,39 M€	-0,56 M€	7,96 M€	7,01 M€
Stage 1 vers le Stage 2	-0,43 M€	2,08 M€		1,65 M€
Stage 1 vers le Stage 3	-0,23 M€		8,35 M€	8,13 M€
Stage 2 vers le Stage 1	0,20 M€	-1,87 M€		-1,67 M€
Stage 2 vers le Stage 3		-0,91 M€	3,60 M€	2,69 M€
Stage 3 vers le Stage 1	0,06 M€		-3,40 M€	-3,34 M€
Stage 3 vers le Stage 2		0,14 M€	-0,60 M€	-0,46 M€
6/ Variation d'ECL sans changement de stage	-1,20 M€	-0,47 M€	11,40 M€	9,73 M€
Dépréciation sur actif au 31/12/2024	4,61 M€	4,89 M€	77,27 M€	86,77 M€

Avec une baisse de -48,61 M€, les dépréciations sur actifs sont fortement plus faibles que l'année 2023. Ces évolutions sont principalement liées à la baisse sur le crédit patrimonial suite à la cession de 173 M€ de créances non performantes (Axa Banque conservant 10 % du FCT), entraînant la reprise des provisions individuelles à dire d'expert sur ces dossiers.

Hors Bilan

	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Provisions sur engagement hors bilan au 01/01/2024	0,87 M€	0,30 M€	0,11 M€	1,27 M€
1/ Nouveaux (création ou acquisition) actifs financiers	0,23 M€	0,09 M€	0,02 M€	0,34 M€
2/ Actifs financiers décomptabilisés durant la période	-0,16 M€	-0,10 M€	-0,08 M€	-0,34 M€
3/ Passage en stage 3 pour motif de restructuration	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€
4/ Recalibrages et modification des modèles de notation ou de la méthodologie de calibrage	-0,18 M€	-0,09 M€	0,00 M€	-0,27 M€
5/ Transferts entre stages	0,02 M€	-0,03 M€	0,00 M€	-0,01 M€
Stage 1 vers le Stage 2	-0,04 M€	0,14 M€		0,10 M€
Stage 1 vers le Stage 3	0,00 M€		0,01 M€	0,01 M€
Stage 2 vers le Stage 1	0,06 M€	-0,17 M€		-0,11 M€
Stage 2 vers le Stage 3		0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€
Stage 3 vers le Stage 1	0,00 M€		-0,01 M€	-0,01 M€
Stage 3 vers le Stage 2		0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€
6/ Variation d'ECL sans changement de stage	-0,08 M€	0,09 M€	0,00 M€	0,01 M€
Provisions sur engagement hors bilan au 31/12/2024	0,69 M€	0,26 M€	0,05 M€	1,00 M€

Avec une baisse de 0,27 M€, le montant des provisions sur engagement hors bilan diminue légèrement.

Les évolutions en termes de dépréciations sur actif sont également présentées par type de produit. Les provisions sur engagements hors bilan sont présentées sur les périmètres significatifs, soit les comptes courants et comptes courants titres qui représentent 90 % du montant de provisions.

De même, les mouvements de transferts entre stage sont détaillés lorsqu'une variation significative est observée.

Compte de dépôt**Bilan**

	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Dépréciation sur actif au 01/01/2024	0,34 M€	0,66 M€	5,34 M€	6,34 M€
1/ Nouveaux (création ou acquisition) actifs financiers	0,05 M€	0,10 M€	0,24 M€	0,38 M€
2/ Actifs financiers décomptabilisés durant la période	-0,08 M€	-0,25 M€	-0,20 M€	-0,54 M€
- dont write-off	-0,01 M€	-0,04 M€	-0,13 M€	-0,18 M€
3/ Recalibrages et modification des modèles de notation ou de la méthodologie de calibrage	-0,10 M€	-0,14 M€	-0,03 M€	-0,28 M€
4/ Transferts entre stages	0,08 M€	-0,21 M€	0,03 M€	-0,10 M€
5/ Variation d'ECL sans changement de stage	-0,01 M€	0,15 M€	0,00 M€	0,14 M€
Dépréciation sur actif au 31/12/2024	0,27 M€	0,30 M€	5,37 M€	5,94 M€

Hors-bilan

	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Provisions sur engagement hors bilan au 01/01/2024	0,67 M€	0,21 M€	0,02 M€	0,89 M€
1/ Nouveaux (création ou acquisition) actifs financiers	0,14 M€	0,05 M€	0,01 M€	0,20 M€
2/ Actifs financiers décomptabilisés durant la période	-0,09 M€	-0,05 M€	0,00 M€	-0,15 M€
3/ Recalibrages et modification des modèles de notation ou de la méthodologie de calibrage	-0,18 M€	-0,08 M€	0,00 M€	-0,27 M€
4/ Transferts entre stages	0,02 M€	-0,03 M€	0,00 M€	-0,01 M€
5/ Variation d'ECL sans changement de stage	-0,06 M€	0,09 M€	0,00 M€	0,03 M€
Provisions sur engagement hors bilan au 31/12/2024	0,50 M€	0,18 M€	0,03 M€	0,71 M€

Les montants de dépréciation et de provisions sur les comptes courants et comptes courants titre sont restés stables au global, avec des diminutions sur le bilan et le hors bilan.

Crédit à la consommation**Bilan**

	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Dépréciation sur actif au 01/01/2024	4,40 M€	4,40 M€	14,80 M€	23,59 M€
1/ Nouveaux (création ou acquisition) actifs financiers	1,44 M€	0,96 M€	0,56 M€	2,96 M€
2/ Actifs financiers décomptabilisés durant la période	-0,36 M€	-0,40 M€	-1,27 M€	-2,03 M€
- dont write-off	0,00 M€	-0,02 M€	-0,35 M€	-0,37 M€
3/ Passage en stage 3 pour motif de restructuration	-0,02 M€	-0,11 M€	0,23 M€	0,10 M€
4/ Recalibrages et modification des modèles de notation ou de la méthodologie de calibrage	-0,52 M€	-0,23 M€	0,08 M€	-0,67 M€
5/ Transferts entre stages	-0,43 M€	-0,02 M€	3,14 M€	2,69 M€
6/ Variation d'ECL sans changement de stage	-1,12 M€	-0,55 M€	1,00 M€	-0,67 M€
Dépréciation sur actif au 31/12/2024	3,39 M€	4,05 M€	18,53 M€	25,97 M€

Hors-bilan

	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Provisions sur engagement hors bilan au 01/01/2024	0,15 M€	0,09 M€	0,03 M€	0,27 M€
1/ Nouveaux (création ou acquisition) actifs financiers	0,06 M€	0,03 M€	0,01 M€	0,11 M€
2/ Actifs financiers décomptabilisés durant la période	-0,07 M€	-0,04 M€	-0,02 M€	-0,13 M€
3/ Passage en stage 3 pour motif de restructuration	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€
4/ Recalibrages et modification des modèles de notation ou de la méthodologie de calibrage	-0,02 M€	0,00 M€	0,00 M€	-0,02 M€
5/ Transferts entre stages	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€
6/ Variation d'ECL sans changement de stage	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€
Provisions sur engagement hors bilan au 31/12/2024	0,12 M€	0,07 M€	0,02 M€	0,22 M€

Le montant de dépréciations rattaché aux crédits à la consommation est en hausse, en lien avec les constats opérationnels et sans cession opérée en 2024.

Crédits immobiliers**Bilan**

	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Dépréciation sur actif au 01/01/2024	0,07 M€	0,10 M€	5,72 M€	5,90 M€
1/ Nouveaux (création ou acquisition) actifs financiers	0,00 M€	0,00 M€	0,01 M€	0,01 M€
2/ Actifs financiers décomptabilisés durant la période	0,00 M€	0,00 M€	-0,64 M€	-0,64 M€
- dont write-off	0,00 M€	0,00 M€	-0,49 M€	-0,49 M€
3/ Passage en stage 3 pour motif de restructuration	0,00 M€	0,00 M€	0,02 M€	0,02 M€
4/ Recalibrages et modification des modèles de notation ou de la méthodologie de calibrage	-0,04 M€	-0,04 M€	-0,54 M€	-0,61 M€
5/ Transferts entre stages	0,00 M€	-0,03 M€	0,39 M€	0,36 M€
6/ Variation d'ECL sans changement de stage	0,00 M€	0,00 M€	0,70 M€	0,70 M€
Dépréciation sur actif au 31/12/2024	0,03 M€	0,04 M€	5,67 M€	5,74 M€

Hors-bilan

	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Provisions sur engagement hors bilan au 01/01/2024	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€
1/ Nouveaux (création ou acquisition) actifs financiers	0,00 M€	0,01 M€	0,00 M€	0,01 M€
2/ Actifs financiers décomptabilisés durant la période	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€
3/ Passage en stage 3 pour motif de restructuration	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€
4/ Recalibrages et modification des modèles de notation ou de la méthodologie de calibrage	0,00 M€	-0,01 M€	0,00 M€	-0,01 M€
5/ Transferts entre stages	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€
6/ Variation d'ECL sans changement de stage	0,00 M€	0,01 M€	0,00 M€	0,01 M€
Provisions sur engagement hors bilan au 31/12/2024	0,00 M€	0,01 M€	0,00 M€	0,01 M€

Le montant de dépréciations rattaché aux crédits immobiliers est resté stable.

Crédits patrimoniaux**Bilan**

	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Dépréciation sur actif au 01/01/2024	0,65 M€	0,77 M€	98,13 M€	99,55 M€
1/ Nouveaux (création ou acquisition) actifs financiers	0,05 M€	0,02 M€	0,12 M€	0,18 M€
2/ Actifs financiers décomptabilisés durant la période	-0,02 M€	-0,06 M€	-65,64 M€	-65,72 M€
- dont write-off	0,00 M€	0,00 M€	-63,92 M€	-63,92 M€
3/ Passage en stage 3 pour motif de restructuration	0,00 M€	-0,01 M€	2,92 M€	2,91 M€
4/ Recalibrages et modification des modèles de notation ou de la méthodologie de calibrage	0,35 M€	0,15 M€	-1,92 M€	-1,42 M€
5/ Transferts entre stages	-0,04 M€	-0,31 M€	4,41 M€	4,06 M€
6/ Variation d'ECL sans changement de stage	-0,07 M€	-0,08 M€	9,69 M€	9,55 M€
Dépréciation sur actif au 31/12/2024	0,92 M€	0,49 M€	47,71 M€	49,12 M€

Hors-bilan

	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Provisions sur engagement hors bilan au 01/01/2024	0,05 M€	0,00 M€	0,06 M€	0,11 M€
1/ Nouveaux (création ou acquisition) actifs financiers	0,02 M€	0,00 M€	0,00 M€	0,02 M€
2/ Actifs financiers décomptabilisés durant la période	0,00 M€	0,00 M€	-0,06 M€	-0,06 M€
3/ Passage en stage 3 pour motif de restructuration	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€
4/ Recalibrages et modification des modèles de notation ou de la méthodologie de calibrage	0,03 M€	0,00 M€	0,00 M€	0,03 M€
5/ Transferts entre stages	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€	0,00 M€
6/ Variation d'ECL sans changement de stage	-0,02 M€	0,00 M€	0,00 M€	-0,02 M€
Provisions sur engagement hors bilan au 31/12/2024	0,07 M€	0,00 M€	0,00 M€	0,07 M€

Avec plus de 50 M€ de baisse, le montant de dépréciations rattaché aux crédits patrimoniaux a fortement diminué au cours de l'année 2024 suite à la cession opérée sur une sélection de dossiers non performants (contrats déjà en S3 et provisionnés individuellement).

Evolution du taux de couverture par niveau de risque de crédit au 31/12/2024

Le taux de couverture global de l'encours est observé par niveau de risque au 31/12/2024. L'échelle de risque groupe est utilisée.

202412			
		Bilan	Hors Bilan
Stage 1	PD < 0,0434 %		
	0,0434 % ≤ PD < 0,0867 %		
	0,0867 % ≤ PD < 0,1733 %		
	0,1733 % ≤ PD < 0,3460 %	0,00 %	0,07 %
	0,3460 % ≤ PD < 0,6897 %	0,01 %	0,19 %
	0,6897 % ≤ PD < 1,3699 %	0,03 %	0,30 %
	1,3699 % ≤ PD < 3,7799 %	0,13 %	0,31 %
	3,7799 % ≤ PD < 10,000 %	1,16 %	1,45 %
	10,000 % ≤ PD < 100,000 %	1,05 %	0,49 %
	Défaut		
	Total	0,06 %	0,24 %
Stage 2	PD < 0,0434 %		
	0,0434 % ≤ PD < 0,0867 %		
	0,0867 % ≤ PD < 0,1733 %		
	0,1733 % ≤ PD < 0,3460 %	0,01 %	0,09 %
	0,3460 % ≤ PD < 0,6897 %	0,02 %	0,27 %
	0,6897 % ≤ PD < 1,3699 %	0,08 %	0,51 %
	1,3699 % ≤ PD < 3,7799 %	0,21 %	0,87 %
	3,7799 % ≤ PD < 10,000 %	1,05 %	1,13 %
	10,000 % ≤ PD < 100,000 %	3,57 %	7,09 %
	Défaut		
Stage 3	Total	1,31 %	2,18 %
		15,43 %	18,12 %
Total		0,95 %	0,33 %

Le taux de couverture augmente avec le niveau de risque des contrats. Il est en moyenne sur l'encours bilan de 0.06 % sur le stage 1, 1,31 % sur le stage 2 et 15,43 % sur le stage 3 sur l'ensemble des prêts à la clientèle.

16. Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Selon IAS 39 et IFRS 9, un dérivé est un instrument financier qui répond à 3 caractéristiques :

- Sa valeur varie en fonction d'une variation d'un taux d'intérêt spécifié, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de taux, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties du contrat ;
- Il ne requiert aucun investissement initial net ou un investissement initial net inférieur à celui qui serait nécessaire à d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions de marché ;
- Il est réglé à une date future.

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride (composé) qui inclut un contrat hôte non dérivé, ce qui a pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'instrument composé d'une manière analogue à celle d'un dérivé autonome. Un dérivé incorporé doit être séparé du contrat hôte et comptabilisé en tant que dérivé, si et seulement si :

- Les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte ;
- Un instrument séparé comportant les mêmes conditions que le dérivé incorporé répondrait à la définition d'un dérivé ; et
- L'instrument hybride (composé) n'est pas évalué à la juste valeur avec comptabilisation des variations de la juste valeur par le biais d'un compte de résultat.

Comptabilisation des dérivés

Les instruments dérivés sont initialement enregistrés à la juste valeur à la date d'acquisition puis réévalués à leur juste valeur. Les gains et pertes latents sont comptabilisés dans le compte de résultat à moins que les instruments dérivés ne fassent partie d'une relation de couverture de flux de trésorerie qualifiée, comme décrit ci-après.

AXA Banque applique les règles de la comptabilité de couverture d'IAS 39 telle qu'adoptée par l'Union européenne. Le groupe désigne certains dérivés en tant que : (i) couvertures de la juste valeur d'actifs ou de passifs comptabilisés ou d'engagements fermes (couverture de juste valeur) ; ou (ii) couvertures de transactions futures hautement probables (couvertures de flux de trésorerie).

Lors de la mise en place de la relation de couverture, le groupe établit une documentation formalisée : désignation de l'instrument ou de la portion d'instrument ou de risque couvert, stratégie et nature du risque couvert, désignation de l'instrument de couverture, modalités d'évaluation de l'efficacité de la relation de couverture.

Couverture de juste valeur

Les variations de juste valeur des instruments dérivés qui sont désignés et qualifiés de couverture de juste valeur sont reconnues en compte de résultat dans le poste « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marche par résultat ». Les actifs et passifs financiers ainsi couverts sont également revalorisés à leur juste valeur, au titre du risque couvert, par contrepartie résultat. De ce fait, toute composante inefficace de la relation de couverture est directement reconnue par différence dans le compte de résultat de la période.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou lorsque celle-ci ne satisfait plus aux tests d'efficacité, les dérivés de couverture sont transférés en portefeuille de transaction et comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie. L'élément couvert cesse d'être revalorisé et reprend le mode de valorisation correspondant à son classement comptable. L'ajustement de la valeur comptable des instruments de taux d'intérêts issu de l'application des règles de la comptabilité de couverture est amorti par le compte de résultat au travers de la méthode du taux d'intérêts effectif. Si l'instrument couvert est sorti du bilan, cet ajustement est reconnu immédiatement dans le compte de résultat de la période.

AXA banque ne comptabilise pas de couvertures de flux de trésorerie pour les exercices présentés.

17. Actifs financiers transférés, autres actifs financiers donnés en garantie et actifs reçus en garantie dont l'entité peut disposer

Principes généraux

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser le titulaire d'une perte encourue en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement, à l'échéance, aux termes initiaux ou modifiés de l'instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- Celui déterminé conformément aux dispositions de la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » ; ou
- Le montant initialement comptabilisé, diminué le cas échéant des amortissements comptabilisés selon la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires ».

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est dé-comptabilisé en tout ou partie :

- Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration, ou
- Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés et

o La quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée,

o Ou, lorsque la quasi-totalité des risques et avantages n'est ni transférée ni conservée, lorsque le contrôle de l'actif est transféré.

Un passif financier est dé-comptabilisé en tout ou partie uniquement lorsque ce passif est éteint ou lorsque ses clauses contractuelles font l'objet de modifications substantielles.

Pensions et prêts et emprunts de titres

Le groupe réalise des opérations de pensions et de prêts/ emprunts de titres. Celles-ci comprennent des cessions (ou prêts) d'actifs financiers à une contrepartie, assorties d'un engagement simultané de rachat (ou reprise) de ces actifs financiers à une date et à un prix convenu.

Dans la mesure où la quasi-totalité des risques et avantages liés aux actifs financiers cédés/prêtés sont conservés par le groupe sur toute la durée de l'opération, le groupe ne décomptabilise pas ces actifs financiers. La contrepartie de la trésorerie reçue au titre de la cession est enregistrée séparément au passif du bilan. Les produits et charges d'intérêt sur les opérations de mises en pension et de prêts de titres sont reconnues sur la durée des contrats.

Au 31/12/2024, AXA Banque ne présente pas de pensions livrées au bilan.

18. Compensation des actifs et passifs financiers

Conformément à la norme IAS 32, le groupe AXA Banque compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire à tout moment de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

19. Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La norme IFRS 13 définit la juste valeur comme une mesure fondée sur le marché et non comme une mesure spécifique à l'entité. Pour certains actifs et passifs, il existe des transactions observables sur le marché ou des informations de marché. Pour d'autres il n'en existe pas. Toutefois, dans les deux cas, l'évaluation de la juste valeur vise le même objectif : estimer le prix auquel une « transaction normale » visant la vente d'un actif ou le transfert d'un passif serait conclue entre des « participants de marché » à la date d'évaluation dans les conditions actuelles de marché (c'est-à-dire une valeur de sortie à la date d'évaluation, du point de vue d'un participant de marché qui détient l'actif ou doit le passif).

En l'absence de prix observable pour un actif ou un passif identique, l'entité détermine la juste valeur à l'aide d'une autre technique d'évaluation qui maximise l'utilisation des données observables pertinentes et minimise celle des données non observables. Du fait que la juste valeur est une mesure fondée sur le marché, elle est déterminée à l'aide des hypothèses que les participants de marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif, y compris les hypothèses sur les risques. Par conséquent, le fait que l'entité ait l'intention de conserver un actif ou de régler un passif ou de s'en acquitter de quelque autre façon n'entre pas en ligne de compte dans l'évaluation de la juste valeur.

Parmi ces hypothèses, figurent notamment pour les dérivés, une évaluation du risque de contrepartie (ou « CVA » Credit Valuation Adjustment) et du risque de non-exécution (« DVA » Debit Valuation Adjustment ou risque de notre propre défaut sur nos opérations de dérivés). Leur évaluation se fonde sur des paramètres historiques.

Dans la mesure où AXA Banque est dotée de contrats de compensation et/ou de collatéral, les impacts de CVA ne sont pas calculés transaction par transaction, ni par classification comptable, mais de façon globale par contrepartie.

■ Les impacts de CVA sont comptabilisés en moins des dérivés actifs et les impacts de DVA en moins des dérivés passifs. La contrepartie est le compte de résultat.

■ Ils sont comptabilisés soit dans les comptes de dérivés FVPL – Juste valeur résultat, soit dans les comptes de dérivés FVH – Juste valeur résultat.

■ Ces impacts sont comptabilisés en actifs et passifs courants.

L'approche retenue dans les comptes d'AXA Banque se base sur les textes de la réglementation bancaire, qui fournissent des éléments méthodologiques, et sur notre connaissance des pratiques de marché.

Au 31 décembre 2024, l'impact CVA est de 38 128 € et l'impact DVA est de -184€.

Pour la majorité des transactions conclues par le groupe, le prix de négociation des opérations (c'est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue) donne la meilleure évaluation de la juste valeur de l'opération en date de comptabilisation initiale.

Juste valeur de niveau 1 et notion de marché actif

Pour les instruments financiers, les prix cotés sur un marché actif (« juste valeur de niveau 1 ») constituent l'indication la plus fiable de la juste valeur. Dans la mesure où de tels prix existent, ils doivent être utilisés sans ajustement pour évaluer la juste valeur.

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisant, ainsi qu'une disponibilité continue des prix.

La baisse du niveau d'activité du marché peut être révélée par des indicateurs tels que :

1. Une baisse sensible du marché primaire pour l'actif ou le passif financier concerné (ou pour des instruments similaires) ;
2. Une baisse significative du volume des transactions ;
3. Une faible fréquence de mise à jour des cotations ;
4. Une forte dispersion des prix disponibles dans le temps entre les différents intervenants de marché ;
5. Une perte de la corrélation avec des indices qui présentaient auparavant une corrélation élevée avec la juste valeur de l'actif ou du passif ;
6. Une hausse significative des cours ou des primes de risque de liquidité implicites, des rendements ou des indicateurs de performance (par exemple des probabilités de défaut et des espérances de pertes implicites) par rapport à l'estimation que fait le groupe des flux de trésorerie attendus, compte tenu de toutes les données de marché disponibles au sujet du risque de crédit ou du risque de non-exécution relatif à l'actif ou au passif ;
7. Des écarts très importants entre le prix vendeur (bid) et le prix acheteur (ask) (fourchette très large).

Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif (niveau 1) :

Il s'agit essentiellement d'actions, d'obligations d'Etat ou de grandes entreprises, de certains dérivés traités sur des marchés organisés (par exemple, des options standards sur indices CAC 40 ou Eurostoxx).

Par ailleurs, pour les OPCVM, la juste valeur sera considérée comme de niveau 1 si la valeur liquidative est quotidienne, et s'il s'agit d'une valeur sur laquelle il est possible de passer un ordre.

Juste valeur de niveau 2

En cas d'absence de cotation sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie appropriée, conforme aux méthodes d'évaluation communément admises sur les marchés financiers, favorisant les techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés, directement ou indirectement (« juste valeur de niveau 2 »). Ces techniques sont régulièrement calibrées et les paramètres corroborés par des données provenant des marchés actifs.

Si l'actif ou le passif a une échéance spécifiée (contractuelle), une donnée d'entrée de niveau 2 doit être observable pour la quasi-totalité de la durée de l'actif ou du passif. Les données d'entrée de niveau 2 comprennent notamment :

■ Les cours observables sur des marchés, actifs ou non, pour des actifs ou des passifs similaires ;

■ Les données d'entrée autres que les cours du marché observables, par exemple : les taux d'intérêt et les courbes de taux observables aux intervalles usuels, les volatilités implicites, les « spreads » de crédit ;

■ Les données d'entrée corroborées par le marché, c'est-à-dire qui sont obtenues principalement à partir de données de marché observables ou corroborées au moyen de telles données, par corrélation ou autrement.

Instruments valorisés à partir de modèles reconnus et faisant appel à des paramètres directement ou indirectement observables (niveau 2) / Instruments dérivés :

Seront en particulier classés dans cette catégorie : les swaps de taux standards ou CMS, les accords de taux futurs (FRA), les achats et ventes à terme de devises liquides.

Les valorisations de ces instruments s'appuient en effet sur des paramètres observables et sur des modèles reconnus comme des standards de place (méthode d'actualisation des cash flows futurs, technique d'interpolation...).

Instruments valorisés à partir de modèles reconnus et faisant appel à des paramètres directement ou indirectement observables (niveau 2) / Instruments non dérivés :

Certains instruments financiers complexes et / ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle reconnu et utilisent des paramètres de marché calibrés à partir de données observables (telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options), à partir de données résultant de consensus de marché ou à partir de données des marchés actifs de gré à gré.

Pour l'ensemble de ces instruments, le caractère observable du paramètre a pu être démontré. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est fondée sur quatre conditions indissociables :

- Le paramètre provient de sources externes (via un contributeur reconnu si possible) ;
- Le paramètre est alimenté périodiquement ;
- Le paramètre est représentatif de transactions récentes ;
- Les caractéristiques du paramètre sont identiques à celles de la transaction.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

Figurent notamment en niveau 2 :

(1) Les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée à partir de données de marché observables (ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables cotées ou méthode de multiple de résultats) ;

(2) Les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement, mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes.

Les dettes émises valorisées à la juste valeur sur option concernent les émissions de BMTN structurés. Le risque émetteur est valorisé par la mise jour du spread de crédit d'AXA Banque. L'impact sur la valeur de la dette est calculé par actualisation du différentiel entre le spread de crédit à l'émission et le spread de crédit en date d'arrêté.

Juste valeur de niveau 3

Les justes valeurs de marché sont déterminées via des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché, par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif. Un paramètre non observable est une donnée pour laquelle aucune information de marché n'est disponible. Il provient donc d'hypothèses internes sur les données qui seraient utilisées par les autres participants de marché. L'évaluation de l'absence de liquidité ou l'identification d'un risque de modèle suppose l'exercice du jugement.

Instruments de gré à gré valorisés à partir de modèles peu répandus ou utilisant une part significative de paramètres non observables (niveau 3) :

Lorsque les valorisations obtenues ne peuvent s'appuyer sur des paramètres observables ou sur des modèles reconnus comme des standards de place, la valorisation obtenue sera considérée comme non observable.

Répartition par méthode de valorisation des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur

(En milliers d'euros)	31/12/2024	Juste valeur Niveau 1	Juste valeur Niveau 2	Juste valeur Niveau 3	31/12/2023
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 173 291	1 173 125	166		771 337
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	<i>711 443</i>	<i>711 443</i>			<i>547 437</i>
<i>Obligations et autres revenus fixes</i>	<i>461 682</i>	<i>461 682</i>			<i>223 734</i>
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	<i>166</i>		<i>166</i>		<i>166</i>
Instruments dérivés de couverture	513 717		513 717		703 564
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	590 629		590 629		663 379
Total actifs financiers valorisés à la juste valeur	2 277 637	1 173 125	1 104 512		2 138 280
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	526 870		526 870		637 040
Instruments dérivés de couverture	475 802		475 802		562 340
Total des passifs financiers valorisés à la juste valeur	1 002 672		1 002 672		1 199 380

Répartition par méthode de valorisation des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	Juste valeur Niveau 1	Juste valeur Niveau 2	Juste valeur Niveau 3	31/12/2023
Actifs financiers évalués au coût amorti	9 947 001			9 947 001	10 766 213
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	772 605			772 605	735 047
Prêts et créances sur la clientèle et assimilés au coût amorti	9 174 397			9 174 397	10 031 166
Total actifs financiers évalués au coût amorti	9 947 001			9 947 001	10 766 213
Dettes envers les établissements de crédit	23 811			23 811	217 241
Dettes envers la clientèle	4 804 060			4 804 060	4 929 203
Dettes représentées par un titre	6 478 839		6 478 839		6 728 446
Total des passifs financiers non valorisés à la juste valeur	11 306 711		6 478 839	4 827 872	11 874 890

20. Caisses, banques centrales

La rubrique trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les fonds en caisse et dépôts à vue ainsi que les placements à court terme (inférieurs à 3 mois), très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme.

Les équivalents de trésorerie sont composés des comptes à vue, des emprunts et prêts au jour le jour, des comptes de caisse, banque centrale et CCP.

21. Immobilisations

Les immeubles et le matériel figurent au bilan pour leur coût d'acquisition auquel s'ajoutent, le cas échéant, les frais accessoires de mise en œuvre.

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation, selon le mode linéaire.

Les logiciels, acquis ou créés, regroupés parmi les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement, selon le mode linéaire, sur la durée probable d'utilisation du logiciel.

Dans la phase de production, sont immobilisables les dépenses de conception et de programmation, les dépenses d'installation (livraison) et les dépenses de recettage (jeu d'essai). Dans la phase de mise à disposition, seules les dépenses liées aux améliorations (nouvelles fonctionnalités) pourront venir s'ajouter au cours de la vie du logiciel dans le montant des immobilisations.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues :

- Logiciels : de 1 à 5 ans,
- Immeubles : de 25 à 55 ans,
- Agencement, mobilier et matériel de bureau : de 4 à 10 ans,
- Matériel informatique : 4 ans.

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Dans l'affirmative, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en résultat.

Cette dépréciation est reprise en cas de modification de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de perte de valeur.

22. Impôt courant et différé

La charge d'impôt exigible sur le bénéfice est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur sur la période à laquelle se rapporte ce résultat.

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Des actifs d'impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Les impôts différés actifs et passifs sont évalués selon la méthode du report variable au taux d'impôt dont l'application est présumée sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou qui le seront avant la date de clôture de la période. Ils ne font pas l'objet d'une actualisation.

Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'une même entité fiscale, qu'ils relèvent de la même autorité fiscale et lorsqu'il existe un droit légal de compensation.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférents aux gains et pertes latents sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et aux variations de valeur des instruments dérivés désignés en couverture de résultat futurs, pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés sur les capitaux propres.

La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôt sur les bénéfices » du compte de résultat.

AXA Banque est intégrée dans le groupe d'intégration fiscale de sa mère AXA.

23. Engagements sociaux

Le groupe AXA Banque accorde à ses salariés différents types d'avantages classés en quatre catégories conformément à la norme IAS 19 :

Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payées dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restants dus à la clôture.

Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail.

Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture. Ils sont évalués selon la même méthode actuarielle que celle appliquée aux avantages postérieurs à l'emploi.

Indemnités de fin de contrat de travail

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

Avantages postérieurs à l'emploi

Les engagements sociaux comprennent les sommes qui seront versées aux employés du groupe AXA Banque à compter de leur départ à la retraite (indemnité de départ, retraite complémentaire, aide médicale).

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Régimes à cotisations définies

Des paiements sont effectués par le groupe auprès d'un tiers (par exemple, un fonds de pension) qui libèrent le groupe de toute obligation ultérieure, l'organisme tiers se chargeant de verser au salarié les montants de prestations qui lui sont dus. De ce fait, une fois les cotisations payées, aucun passif ne figure dans les comptes du groupe à l'exception de la charge des cotisations payées aux organismes.

Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies se caractérisent par l'évaluation actuarielle des engagements sur la base des règlements internes de chaque régime. La valeur actualisée des prestations futures de l'employeur, DBO (Defined Benefit Obligation), est calculée chaque année sur la base de projections à long terme de taux de croissance des salaires, de taux d'inflation, de table de mortalité, du taux de rotation des effectifs, de la durée résiduelle d'activité et de la revalorisation des rentes. La valeur inscrite dans l'état de la situation financière au titre des engagements de retraite correspond à la différence entre la Defined Benefit Obligation et les actifs investis en valeur de marché destinés à les couvrir plan par plan.

Le DBO est comptabilisé au passif et les actifs en valeur de marché. Les gains et pertes actuariels dus aux écarts constatés par rapport aux estimations et aux changements d'hypothèses actuarielles sont enregistrés en capitaux propres (dans l'état des autres éléments du résultat global) en totalité sur la période durant laquelle ils ont été constatés.

L'incidence en résultat se rapporte essentiellement au coût des services rendus pendant la période (représentant l'augmentation de la dette actuarielle pour une année d'ancienneté supplémentaire) et à l'intérêt sur la dette actuarielle (représentant le coût d'actualisation sur un an),

réduit par le rendement attendu des actifs dédiés aux régimes (calculé sur base du taux d'actualisation). Selon la norme IAS19 révisée, les coûts éventuels liés à des modifications de régimes (liquidation, réduction des droits par exemple) ou des changements réglementaires sont pris directement en impact résultat dans l'année.

Variation de la dette actuarielle	31/12/2024	31/12/2023
DETTE ACTUARIALE AU 31/12/N-1	4 267	4 266
Ecart de change		
Coût des services rendus sur la période	308	321
Coût financier	148	164
Cotisations payées par les employés		
Modifications et liquidations de régime	(75)	(188)
Variation de périmètre		
Prestations versées (obligatoires)	(208)	(103)
(Gains)/pertes actuariels	(529)	(193)
DETTE ACTUARIALE AU 31/12/N	3 910	4 267
Détail de la charge comptabilisée au résultat		
Coût des services rendus sur la période	308	321
Coût financier	148	164
Rendement attendu des actifs	(117)	(142)
Amortissement du coût des services passés		
(Gains)/pertes actuariels nets	(2)	(52)
(Gains)/pertes générés par modifications, réductions et liquidations de régimes	(75)	(188)
(Gains)/pertes dus au changement de limitation d'actifs		
CHARGE NETTE COMPTABILISEE AU COMPTE DE RESULTAT	260	103
Variation de juste valeur des actifs et des droits à remboursement		
JUSTE VALEUR DES ACTIFS/DROITS A REMBOURSEMENT AU 31/12/N-1	3 730	3 958
Ecart de change		
Rendement attendu des actifs	117	142
Gains/(pertes) actuariels	249	(269)
Cotisations payées par l'employeur		
Cotisations payées par les employés		
Modifications/réductions/liquidations de régimes		
Variation de périmètre		
Prestations payées par le fonds	(201)	(101)
JUSTE VALEUR DES ACTIFS/DROITS A REMBOURSEMENT AU 31/12/N	3 895	3 730
Position nette		
Dette actuarielle fin de période	3 910	4 267
Coût des services passés (modification de régimes) non reconnus		
Impact de la limitation d'actifs		
Juste valeur des actifs fin de période		
POSITION NETTE PASSIF/(ACTIF) EN FIN D'ANNEE	3 910	4 267
Eléments reconnus immédiatement en SoRIE et comptabilisés dans le résultat global		
Ecart actuariels générés sur les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	(776)	128
Ajustements de plafonnement des actifs (incluant les effets d'IFRIC 14)		
TOTAL DES ELEMENTS RECONNUS IMMEDIATEMENT EN SoRIE DANS L'ANNEE	(776)	128
MONTANT DU STOCK D'ECARTS ACTUARIAELS CUMULES EN SoRIE EN FIN D'ANNEE		

SoRIE = Statement of Recognized Income and Expense (ou état des produits et charges comptabilisées)

Information sur les actifs des régimes	31/12/2024	31/12/2023
Composition des actifs		
% d'actions	7,63 %	6,88 %
% d'obligations	86,76 %	86,98 %
% autres actifs	5,61 %	6,14 %
Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles	31/12/2024	31/12/2023
Taux d'actualisation	3,35 %-3,50 %	3,25 %-4,15 %
Taux de rendement attendus des actifs du régime et des droits à remboursement	1,40 %-2,35 %	1,85 %-2,00 %
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	(1,09 %)-12,67 %	(6,89 %)-(0,95)%
Taux attendus d'augmentation des salaires	2,50 %	2,50 %
Taux d'évolution des coûts médicaux		

24. Plans de rémunération fondées sur des actions

AXA Banque n'a pas mis en œuvre de plan de stock-options ou d'actions gratuites sur ses titres propres au bénéfice de ses salariés.

AXA Banque bénéficie des actions de performance du Groupe AXA : ces rémunérations variables à long terme (LTIC) visent à retenir et à récompenser les personnes clés dans l'organisation. Le montant attribué à des collaborateurs et dirigeants d'AXA Banque s'élève à 796 770 €.

25. Autres provisions

Une provision doit être comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation présente (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont déterminées sur la base de la meilleure estimation, à la date de clôture, de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle, actualisée au taux sans risque pour les provisions à long terme si l'impact est significatif.

Le niveau de provisionnement pour suspens comptable s'établit ainsi à 235 K€ au 31/12/2024 versus 385 K€ au 31/12/2023.

26. Produits et charges d'intérêts

Les postes « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées » enregistrent les intérêts des titres à revenu fixe comptabilisés dans la catégorie « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres », les intérêts sur les prêts/emprunts et les créances/dettes sur les établissements de crédit et sur la clientèle au coût amorti.

Ils enregistrent également les intérêts sur les « Instruments dérivés de couverture ».

Les revenus et les charges relatifs aux instruments financiers évalués au coût amorti et aux actifs à revenu fixe sont comptabilisés au compte de résultat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

27. Commissions

Les modalités de comptabilisation des commissions reçues rattachées à des services ou à des instruments financiers dépendent de la finalité des services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auquel le service est attaché.

Les commissions rémunérant une prestation de service immédiate sont enregistrées en produits dès l'achèvement de la prestation.

Les commissions perçues dans le cadre d'une prestation de service continues telles que les commissions de garantie et les commissions de gestion sont étalées prorata temporis sur la durée de la prestation.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif de l'engagement ou du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci, lorsqu'elles sont jugées significatives.

Ces commissions figurent donc en « Intérêts et produits assimilés » et non au poste « Commissions ».

28. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Ce poste enregistre les gains et pertes sur actifs et passifs à la juste valeur par résultat qu'ils soient qualifiés de transaction ou de juste valeur sur option. Il comprend donc essentiellement les variations de juste valeur des dérivés, intérêts exclus, non affectés à de la couverture.

Avec la mise en place d'IFRS 9, ce poste comprend également les gains ou pertes nets sur instruments financiers désignés à la juste valeur par résultat en raison de leur caractère non SPPI.

Il en est de même pour les variations de juste valeur des instruments dérivés affectés à de la couverture de juste valeur, intérêts exclus.

29. Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres comprennent essentiellement les résultats de cession des titres et les dépréciations sur titres à revenu variable. Les dépréciations des titres à revenu fixe sont comptabilisées en coût du risque.

30. Frais de personnel

Les frais de personnel comprennent les salaires et traitements ainsi que des avantages au personnel.

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements	30 326	30 628
Charges sociales	17 888	15 964
Intéressement et participation	2 965	2 582
Impôts et taxes sur rémunérations	5 331	6 172
Total	56 510	55 345
Effectifs moyens - France	588	585

31. Coût du risque

La rubrique « coût du risque » comprend la comptabilisation du risque de crédit tel que défini par la norme IFRS9 c'est-à-dire, les dotations nettes des reprises de provisions pour dépréciation des actifs financiers au coût amorti, des actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres et des engagements de financement et de garantie figurant au hors bilan selon les critères de provisionnement IFRS 9.

Elle présente également les pertes non couvertes sur créances irrécouvrables, et en net des récupérations sur créances irrécouvrables.

32. Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

33. Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales, ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux immeubles de placement, aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ou coentreprises consolidées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

NOTE 1 | Caisse et banques centrales

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Caisse	461	425
Banques centrales	711 598	882 771
Total	712 060	883 196

NOTE 2 | Actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat

Note 2.1 | Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Instruments financier du portefeuille de transaction	590 629	663 379
Instruments financiers à la JV par résultat sur option	0	0
Instruments financiers obligatoirement désignés à la JV par résultat	0	0
- Titres de participations	0	0
Total	590 629	663 379

Note 2.2 | Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Instruments financiers du portefeuille de transaction	526 870	637 040
Instruments financiers à la JV par résultat sur option	0	0
Instruments financiers obligatoirement désignés à la JV par résultat	0	0
Total	526 870	637 040

NOTE 3 | Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024 Valeur au bilan	31/12/2023 Valeur au bilan
Actifs financiers évalués à la JVOCI recyclables	1 173 291	771 337
Effets publics et valeurs assimilées	711 443	547 437
Obligations et autres titres à revenu fixe	461 682	223 734
Actions et autres titres à revenu variable	166	166
- Dont établissements de crédit		
- Dont sociétés financières	166	166
- Dont sociétés non financières		
- Dont administrations publiques		
Actifs financiers évalués à la JVOCI non recyclables		
Total des actifs à la JVOCI	1 173 291	771 337

NOTE 4 | Prêts et créances au coût amorti

Note 4.1 | Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Comptes et prêts	736 247	700 337
- Dont comptes ordinaires	52 320	31 241
- Dont comptes et prêts à terme	683 927	669 096
Prêts subordonnés	15 930	15 930
Créances rattachées	20 427	18 780
Valeur brute	772 605	735 047
Dépréciations		
Valeur nette des prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	772 605	735 047

Note 4.2 | Prêts et créances sur la clientèle

	Encours sains	Encours douteux brut	Encours brut 31/12/2024	Dépréciations	Encours net 31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs	26 935	6 649	33 584	5 367	28 218
Autres concours à la clientèle	8 721 133	494 255	9 215 388	81 631	9 133 757
- Dont encours restructurés	59 720	69 421	129 140	3 271	125 869
Valeurs non imputées		0	0	0	0
Créances rattachées	12 422		12 422	0	12 422
Total encours	8 760 490	500 904	9 261 394	86 998	9 174 397

Note 4.3 | Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
ACTIF		
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-270 124	-409 554

NOTE 5 | Dépréciations en déduction des actifs financiers

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2023	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31/12/2024
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	135 605	5 764	54 371	0	86 998
- Autres concours à la clientèle	130 265	5 737	54 371	0	81 631
- Comptes ordinaires débiteurs	5 339	27	0	0	5 367
- Crédits restructurés	3 271	0	0	0	3 271
Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres	0	0	0	0	0
Total	135 605	5 764	54 371	0	86 998

Dans le cadre de ses activités de crédits patrimoniaux, le groupe AXA Banque est confronté à des difficultés de mise en œuvre de ses garanties dans le cadre d'un prêt en situation de déchéance du terme depuis plusieurs années, représentant une créance comptable de 19 M€ environ, du fait de saisies pénales conservatoires sur ces garanties. Malgré l'existence d'un potentiel risque de non-appréhension des garanties par AXA Banque, aucun provisionnement n'a été comptabilisé sur ce dossier considérant comme probable l'exercice des garanties au terme des procédures judiciaires. Dès lors qu'aucune décision n'est devenue définitive en 2023, que les garanties d'AXA Banque sont conservées et que sa qualité de tiers de bonne foi n'est pas remise en cause, la Banque considère que ses droits sont protégés et qu'il n'y a pas lieu de provisionner ce dossier en 2024.

NOTE 6 | Passifs financiers au coût amorti

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	23 811	217 241
Dettes envers la clientèle	4 804 060	4 929 203
Dettes représentées par un titre	6 478 839	6 728 446
Valeur au bilan	11 306 711	11 874 890

Note 6.1 | Dettes envers les établissements de crédit

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Comptes et emprunts	23 575	211 875
<i>Dont dettes à vue</i>	7 638	7 248
<i>Dont dettes à terme</i>	15 937	204 627
Titres donnés en pension livrée	0	0
Dettes rattachées	236	5 366
Comptes de passage	0	0
Total	23 811	217 241

Note 6.2 | Dettes envers la clientèle

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	1 527 849	1 536 797
Comptes à régime spécial (1)	2 578 714	2 718 353
Dettes envers la clientèle à terme	652 662	629 139
Autres dettes envers la clientèle	0	0
Valeurs non imputées et autres sommes dues	0	0
Dettes rattachées	44 836	44 915
Total	4 804 060	4 929 203

(1) Comptes d'épargne et comptes à régime spécial

Détail des comptes à régime spécial

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Livrets ordinaires	1 453 048	1 654 987
Livrets jeunes	4 750	5 559
LDD	239 670	218 400
Livret A	720 094	660 760
Comptes d'épargne logement	21 148	19 711
Plan d'épargne logement	105 406	119 852
Comptes espèces PEA	34 598	39 084
Dettes rattachées	22 404	20 948
Total	2 601 119	2 739 301

Note 6.3 | Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-435 636	-540 790

NOTE 7 | Dettes représentées par un titre

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Titres de créances négociables	3 696 722	3 947 842
<i>Dont : BMTN Structurés</i>	309 722	329 342
Emprunts obligataires	2 750 000	2 750 000
Obligations foncières	0	0
Autres dettes représentées par un titre	0	0
Dettes rattachées	32 117	30 604
Total	6 478 839	6 728 446

NOTE 8 | Dettes subordonnées

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Dettes subordonnées à durée déterminée	30 000	50 000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	48 500	48 500
Dépôt de garantie à caractère mutuel		
Titres et emprunts participatifs		
Dettes rattachées	61	80
Total	78 561	98 580

NOTE 9 | Opérations avec les entreprises liées

<i>(En milliers d'euros)</i>	Opérations avec les entreprises liées	Autres opérations	31/12/2024
Créances :			
Créances sur les établissements de crédit	26 496	746 109	772 605
<i>A vue</i>	26 496	25 824	52 320
<i>A terme</i>	0	683 927	683 927
<i>Prêts subordonnés</i>	0	15 930	15 930
<i>Créances rattachées</i>	0	20 427	20 427
Créances sur la clientèle	0	9 174 397	9 174 397
Obligations et autres titres de crédits	0	1 173 291	1 173 291
Total des emplois	26 496	11 093 797	11 120 293
Dettes :			
Dettes sur établissements de crédit	0	23 811	23 811
<i>A vue</i>	0	7 638	7 638
<i>A terme</i>	0	16 173	16 173
Dettes sur la clientèle	50 156	4 753 905	4 804 060
Dettes représentées par un titre	266	6 478 573	6 478 839
Dettes subordonnées	78 561	0	78 561
Total des ressources	128 983	11 256 289	11 385 272

NOTE 10 | Actifs et passifs d'impôts courants et différés

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024		31/12/2023	
	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF
Impôts courants	0	0	0	0
Impôts différés recouvrables en + ou - 1 an	53 156	80 307	52 355	86 715
<i>Dont par résultat</i>	49 087	79 743	52 238	85 650
<i>Dont par réserves</i>	4 069	564	117	1 065
Total	53 156	80 307	52 355	86 715

NOTE 11 | Autres actifs et comptes de régularisation d'actifs

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs	44 250	54 946
Dépôts de garantie versés	13 065	29 830
Créances fiscales et sociales	4 236	2 293
Créances avec la clientèle	453	2
Primes Plan Epargne Logement à recevoir	498	529
Autres débiteurs divers	7 694	5 883
Actifs dénetés engagements sociaux	3 895	3 730
Participations, autres titres détenus à long terme	14 409	12 678
Comptes de régularisation	170 711	312 865
Produits à recevoir	142 562	273 628
Charges constatées d'avance	3 329	8 820
Autres comptes de régularisation	11 186	14 455
<i>Dont valeurs reçues à l'encaissement</i>	4 390	5 153
<i>Dont crédit à imputer</i>	0	0
Prime d'émission	9 796	11 011
Frais d'émission	3 837	4 951
Total	214 961	367 811

NOTE 12 | Autres passifs et comptes de régularisation de passifs

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Autres passifs	158 083	193 406
Dépôts de garantie reçus	129 743	171 612
Dettes fournisseurs	10 097	447
Dettes fiscales et sociales	5 608	7 678
Primes d'assurances collectées	500	525
Dettes avec la clientèle	-1 693	-14
Comptes de règlement sur opérations sur titres	7 028	4 864
Autres créditeurs divers	6 800	8 295
Comptes de régularisation	221 050	339 091
Charges à payer	169 718	304 124
Produits constatés d'avance	1 967	2 382
Autres comptes régularisation	49 365	32 584
<i>Dont valeurs reçues à l'encaissement</i>	0	0
Prime d'émission	0	0
Total	379 132	532 497

NOTE 13 | Immobilisations

<i>(En milliers d'euros)</i>	Valeur brute 31/12/2023	Acquisitions	Cessions et mises au rebut	Transferts	Valeur brute 31/12/2024	Amortissements et dépréciations	Valeur nette 31/12/2024	Valeur nette 31/12/2023
Immobilisations incorporelles	10 474				10 474	8 469	2 005	3 117
<i>Dont immobilisation en cours</i>	80			-80	0		0	80
<i>Dont logiciels et frais d'étude</i>	10 394			80	10 474	8 469	2 005	3 036
Immobilisations corporelles	26 061	654			26 715	22 495	4 220	5 024
<i>Dont droit d'utilisation au titre d'IFRS 16</i>	21 036	299			21 334	16 102	5 233	4 934
<i>Dont immobilisations (Matériels, mobiliers,...)</i>	5 024	356			5 381	4 935	446	89
Total des immobilisations	36 535	654			37 189	30 964	6 226	8 140

NOTE 14 | Provisions pour risques et charges

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Risques sur la clientèle	1 383		40	613			811
Impôts différés	0						0
Risques opérationnels	47		113				160
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	4 267		378	735			3 910
Litige RH	314			124			191
Litiges divers	0						0
Provisions sur engagement hors bilan & autres risques	2 157		1 440	2 147			1 450
TOTAL	8 168		1 971	3 618			6 521

NOTE 15 | Subvention (Néant)

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Subvention	0						0
TOTAL	0			0			0

(En milliers d'euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	Autres	31/12/2023
Subvention	0						0
TOTAL	0			0			0

NOTE 16 | Instruments financiers à terme

NOTE 16.1 | Instruments financiers à terme – opérations fermes

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Juste Valeur		Valeur Notionnel	Juste Valeur		Valeur Notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
Couverture de juste valeur - swap de taux d'intérêt	513 717	475 802	22 355 520	703 564	562 340	24 568 570
Swaps de performance – "Total Return Swaps"	7 169	-3 644	303 700	9 796	-18 367	338 950

Note 16.2 | Instruments financiers à terme – opérations conditionnelles

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Juste Valeur		Valeur Notionnel	Juste Valeur		Valeur Notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
Instrument de couverture optionnelle - swaption	0	-55	84 500	2	0	950 000
Swap " Knock In "	0	0	0	0	0	0

NOTE 17 | Produits et charges d'intérêts (marge d'intérêts)

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	PRODUITS	CHARGES	PRODUITS	CHARGES
Actifs et passifs financiers au coût amorti				
Opérations avec les établissements de crédit	77 131	24 991	39 850	12 900
Opérations avec la clientèle	517 975	315 526	479 804	299 849
Dettes subordonnées		5 919		4 937
Dettes représentées par un titre	38 636	392 856	29 747	386 946
- Dont intérêts négatifs	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	23	0	650	0
- Dont intérêts négatifs				
Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat	227 549	3	216 237	3
Autres intérêts et produits ou charges assimilés	198		62	
Total	861 512	739 295	766 350	704 635

NOTE 18 | Commissions

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024			31/12/2023		
	PRODUITS	CHARGES	NET	PRODUITS	CHARGES	NET
Sur opérations avec les établissements de crédit	0	538	-538	0	-259	259
Sur opérations avec la clientèle	2 543	9 425	-6 882	8 289	9 215	-926
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations sur titres	0	2 744	-2 744	0	2 665	-2 665
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	41 946	33 174	8 772	45 971	35 919	10 052
Produits nets de commissions	44 489	45 881	-1 392	54 260	47 540	6 720

NOTE 19 | Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024			31/12/2023		
	Plus ou moins valeurs latentes	Plus ou moins valeurs de cessions	TOTAL	Plus ou moins valeurs latentes	Plus ou moins valeurs de cessions	TOTAL
Résultat sur opérations de change	0		0	0		0
Instruments financiers obligatoirement désignés à la juste valeur par résultat	-46 263	0	-46 263	36 552	0	36 552
<i>Dérivés de transaction</i>			0			0
<i>Instruments dérivés de couverture</i>	-46 263	0	-46 263	36 552	0	36 552
<i>Instruments de capitaux propres</i>	0	0	0	0	0	0
Instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option*	0	-266	-266	1	388	389
<i>BMTNS</i>	-14 852	-1 410	-16 263	-13 643	-714	-14 357
<i>Total Return Swaps</i>	14 852	1 144	15 997	13 643	1 103	14 746
Total résultat sur instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat	-46 263	-266	-46 529	36 553	388	36 941

NOTE 20 | Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024		31/12/2023	
	Gains ou pertes nets enregistrés en réserve OCI	Gains ou pertes nets enregistrés en réserve au P&L	Gains ou pertes nets enregistrés en réserve OCI	Gains ou pertes nets enregistrés en réserve au P&L
Dividendes reçus	0	0	0	0
Plus ou moins-values latentes sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0		0	0
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	-6 679	0	-8 490
Gains ou pertes sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	-6 679	0	-8 490

NOTE 21 | Détail de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024			31/12/2023		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Variations du sous-jacent des dérivés de couverture	10 169		10 169	127 069		127 069
Variations de la juste valeur des dérivés de couverture		45 725	45 725		158 018	158 018
- dont <i>inefficacité</i>		-3 780	-3 780		-11 708	-11 708
- dont <i>effet temps</i>		39 336	39 336		42 658	42 658
Résultat de la comptabilité de couverture	10 169	45 725	-35 556	127 069	158 018	-30 949

NOTE 22 | Résultat des autres activités

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun	0	1 162	0	1 056
Cotisation au fonds de garantie des déposants	0	0	1 432	0
Exploitation bancaire diverse	659	1 453	226	6 137
Total	659	2 616	1 658	7 193

NOTE 23 | Charges générales d'exploitation

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Charges de personnel	56 510	55 345
Impôts et taxes	237	6 757
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	73 886	65 130
Total	130 633	127 233

NOTE 24 | Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles	1 824	3 231
<i>Dont droit d'utilisation IFRS 16</i>	1 788	3 172
Immobilisations incorporelles	1 111	1 593
<i>Dont droit d'utilisation IFRS 16</i>		
Total	2 935	4 824

NOTE 25 | Coût du risque

	Dotations	Reprises	Pertes sur créances couvertes	Pertes sur créances non couvertes	Récupération sur créances amorties	31/12/2024	31/12/2023
<i>(En milliers d'euros)</i>							
Actifs financiers au coût amorti	-19 787	61 595	-50 527	-108 138	86 393	-30 464	-23 193
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0
Engagement de financement et de garantie	-2 080	2 140	0	0	0	61	-556
Total	-21 867	63 736	-50 527	-108 138	86 393	-30 403	-23 749

	Charges	Produits	
Litige	-17 189	76	-17 113

NOTE 26 | Impôts

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Charge d'impôt courant	-840	-970
Charge d'impôt différé	2 756	-4 485
Charges d'impôt de la période	1 916	-5 456

NOTE 27 | Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Base	Tx d'impôt	Impôt	Base	Tx d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, et résultats des sociétés mises en équivalence	-115 438	-25,83 %	29 818	-65 530	-25,83 %	16 926
Effet des différences permanentes		0	-30		2,85 %	-1 865
Impact lié aux rémunérations par actions		0,0 %	49		-0,11 %	74
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		24,3 %	-28 060		31,83 %	-20 859
Crédits d'impôt		0	98		0,15 %	-99
Revenus financiers non taxables		0,0 %	0		0,04 %	-25
Effet des autres éléments		0,0 %	41		-0,60 %	393
Taux et charge effectif d'impôt		-1,7 %	1 916		4,7 %	-5 456

NOTE 28 | Honoraires des commissaires aux comptes

En milliers d'euros	KPMG	PWC	EY	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Audit				
Commissariat aux comptes, certification (1)	160	181	185	108
Services autres que la certification des comptes	0	60	0	15
Total	160	241	185	123

(1) dont 25 K€ correspondant aux travaux de documentation (procédures) du nouvel outil informatique Quantum

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

A l'Assemblée Générale de la société Axa Banque,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

► Avec la société AXA France Vie, actionnaire de votre société à plus de 10 %

a) Nature et objet

Votre conseil d'administration du 11 juin 2024 a autorisé i) la cession de prêts non performants de votre société dans un fonds commun de titrisation pour un montant de M€ 85,5, ii) l'acquisition de 10 % des parts de ce fonds et iii) la conclusion entre la société AXA France Vie et la société de gestion du fonds commun de titrisation d'un « Subscription Agreement » visant à encadrer les modalités et les conditions de souscription des parts du fonds commun de titrisation.

Modalités

Le montant de l'acquisition des 10 % des parts du fonds s'élève à € 8 750 000.

L'ensemble de ces opérations ont été signées le 25 juin 2024.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : l'augmentation régulière des encours NPL depuis 2022, ainsi que le dépassement du seuil des 5 % depuis fin mars 2024, confirment la nécessité d'engager des actions de remédiation.

b) Nature et objet

Votre conseil d'administration du 27 septembre 2024 a autorisé votre société à rembourser par anticipation et au plus tard le 27 décembre 2024, la dette subordonnée Tier 2 souscrite auprès de la société AXA France Vie le 27 mars 2019 pour un montant de M€ 20.

Modalités

Le remboursement est intervenu le 27 décembre 2024 pour un montant de € 20 261 662,30 intérêts inclus.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : la dette subordonnée souscrite auprès de la société AXA France Vie en juin 2019 d'un montant de M€ 20 n'est plus reconnue prudemment à 100 % depuis juin 2024, or les besoins en capital Tier 2 associés à la baisse des RWA pourraient être optimisés en remplaçant cette dette subordonnée par du capital.

► Avec la société AXA France Iard, détenue à 99,92 % par la société AXA, détenant indirectement votre société

Nature et objet

Votre conseil d'administration du 6 décembre 2024 a autorisé l'extension de la maturité de la dette Tier 2 d'un montant de M€ 30 souscrite auprès de la société AXA France Iard du 27 juin 2028 au 27 juin 2033.

Modalités

L'avenant n° 1 correspondant a été signé le 20 décembre 2024.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : optimisation des ratios prudentiels.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

► Avec la société AXA France Vie, actionnaire de votre société à plus de 10 %

1) Convention sur certaines opérations de crédit

Nature et objet

Cette convention, autorisée par votre conseil d'administration le 19 décembre 2003, est destinée à définir les modalités de la prise en charge par la société AXA France Vie de certains risques sur certaines opérations de crédit.

Modalités

Aucune somme n'a été comptabilisée, versée ou reçue au titre de l'exercice 2024.

2) Convention sur l'émission d'un emprunt subordonné

Nature et objet

Cette convention, autorisée par votre conseil d'administration le 11 juin 2004, porte sur l'émission d'un emprunt subordonné (Tier 2) d'un montant de M€ 42, souscrit en totalité par la société AXA France Vie et destiné à renforcer ses fonds propres réglementaires.

Modalités

Le montant des intérêts comptabilisés au titre de l'exercice 2024 ressort à € 2 044 249,67, les intérêts effectivement versés s'élevant à € 2 008 419.

3) Convention sur l'émission d'un emprunt subordonné**Nature et objet**

Cette convention, autorisée par votre conseil d'administration le 12 décembre 2006, porte sur l'émission d'un emprunt subordonné (Tier 2) d'un montant de M€ 6,5 souscrit en totalité par la société AXA France Vie et destiné à renforcer ses fonds propres réglementaires.

Modalités

Le montant des intérêts comptabilisés au titre de l'exercice 2024 ressort à € 321 190,64, les intérêts effectivement versés s'élevant à € 314 952,27.

4) Convention sur l'émission de BMTN structurés**Nature et objet**

Cette convention, autorisée par votre conseil d'administration le 26 mars 2013, porte sur l'émission de BMTN structurés auprès de la société AXA France Vie.

Modalités

Il n'y a pas eu d'émission de BMTN structurés au titre de l'exercice 2024.

Les encours au 31 décembre 2024 s'élèvent à M€ 303,7.

La charge de commissions comptabilisée au titre de l'exercice 2024 est de € 2 474 225,86, les commissions effectivement versées à la société AXA France Vie s'élevant à € 1 911 819,88.

5) Convention sur l'émission de dettes**Nature et objet**

Emission de dettes subordonnées T2 par votre société, autorisée par le conseil de surveillance du 27 mars 2019 (dette subordonnée - taux EURIBOR trois mois majoré de 2 % environ) : levée de dettes pour M€ 20 en mars 2019.

Modalités

Les émissions de dettes T2 seront souscrites par des investisseurs « intragroupe AXA » et la société AXA France Vie.

Le montant des intérêts comptabilisés au titre de l'exercice 2024 ressort à € 1 385 745,37, les intérêts effectivement versés s'élevant à € 1 124 083,07.

► Avec la société AXA Banque Financement, détenue à 65 % par votre société**Convention de gestion centralisée de trésorerie****Nature et objet**

Cette convention de gestion centralisée de trésorerie a été autorisée par votre conseil de surveillance du 18 décembre 2015.

Modalités

Cette convention a continué à s'appliquer au cours de l'exercice 2024. Aucune somme spécifique n'a été comptabilisée ni versée à ce titre durant l'année 2024.

► Avec la société AXA France Iard, détenue à 99,92 % par la société AXA, détenant indirectement votre société**Convention sur l'émission de dettes****Nature et objet**

Emission de dettes subordonnées AT1 et T2 (Tier 2) par votre société, autorisée par le conseil de surveillance du 22 mars 2018 :

► AT1 (dette perpétuelle super-subordonnée avec clause de conversion en capital automatique - taux EURIBOR trois mois majoré de 3 % environ) : levée de dettes pour environ M€ 35 en décembre 2018. Même ordre de grandeur pour 2019 ;

► T2 (dette subordonnée - taux EURIBOR trois mois majoré de 1 % environ) : levée de dettes pour M€ 30 en juin 2018.

Modalités

AT1 : L'autorisation relative à l'émission d'une dette AT1 n'a pas été mise en œuvre.

T2 : Le montant des intérêts comptabilisés au titre de l'exercice 2024 ressort à € 2 248 510,91, les intérêts effectivement versés s'élevant à € 1 807 029,51.

Paris-La Défense, le 13 mai 2025

Les Commissaires aux Comptes

KPMG S.A.
Sophie Meddouri

ERNST & YOUNG Audit
Olivier Durand

Affectation du résultat et distributions précédentes

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate, au titre de l'exercice 2024, l'existence d'une perte nette de 94 402 458,95 euros.

Le report à nouveau débiteur dans les comptes au 31 décembre 2024 avant affectation du résultat s'élève à 437 850 912,38 euros.

L'Assemblée Générale ordinaire décide d'affecter la perte nette de l'exercice clos le 31 décembre 2024 au compte de report à nouveau qui est porté après affectation à un solde débiteur de 532 253 371,33 euros.

A la suite de cette affectation, les capitaux propres de la société s'élèveront à 264 576 738,45 euros.

L'Assemblée Générale constate qu'il n'a pas été versé de dividendes au titre des trois exercices précédents.

Rapport de gestion.

Le rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés est tenu à la disposition du public au siège social 203-205, rue Carnot, 94138 Fontenay-sous-Bois Cedex.